

Du
FASCISME
au
POST-FASCISME ¹
Mythes et réalités
de la menace fasciste
- éléments d'analyse -

Introduction

Cette brochure n'a pas l'intention ni la prétention d'être exhaustive. Elle ne cherche pas à livrer un panorama complet de l'extrême droite en France ou en Europe, ni à donner un programme clef en main sur la façon de mener le combat antifasciste. Mais à l'heure où la social-démocratie ou la démocratie chrétienne tentent de se redonner une virginité politique au nom de l'antifascisme, il est urgent de rassembler quelques éléments de réflexion et d'exposer des pistes d'action.

Malgré les apparences, cette tâche ne va pas de soi car si les analyses sont nombreuses sur la question, elles sont souvent consensuelles et « politiquement correctes ». Elles s'accordent généralement sur deux points : le Front national ne cesserait de

¹ Philippe Pelletier et le Groupe Nestor Makhno (région stéphanoise) de la Fédération Anarchiste Novembre 1997.

progresser électoralement, et il mordrait de plus en plus sur les couches populaires. Ces deux assertions sont souvent rebattues, y compris dans les milieux libertaires, mais sont-elles pour autant justes ?

Pour y répondre, il faut mener une analyse précise du lepénisme en France, qui passe non seulement par la sociologie comme on le fait habituellement mais aussi par la géographie, et singulièrement la géographie électorale qui révèle des logiques territoriales. On peut y adjoindre quelques références sur la situation dans d'autres pays, comme l'Italie notamment, de façon aussi précise et objective que possible afin de connaître les forces que nous devons combattre. Le fascisme s'appuie en effet sur une telle peste émotionnelle, comme le disait Wilhelm Reich (nous reviendrons sur ce point), qu'il génère en effet une sorte de « contre-peste » non moins émotionnelle qui, par l'exacerbation de ses passions, peut entacher l'analyse. L'examen de situation concrètes, notamment puisées dans la région Rhône-Alpes – l'Est lyonnais, la vallée du Gier et la ville de Saint-Étienne – nous donnera des éléments pour faire notre opinion le mieux possible.

La réflexion n'abordera qu'ensuite les questions plus proprement idéologiques et politiques. Cela ne veut pas dire que l'idéologie ne joue aucun rôle, ni qu'elle soit inutile à décrire et à démonter. Mais il y a deux aspects à prendre en compte à cet égard.

Tout d'abord, l'extrême droite apparaît souvent contradictoire du point de vue purement idéologique : elle mêle des intégristes chrétiens (en Europe ou en Amérique) et des païens, des anti-arabes et des anti-juifs, des pro-arabes et des sionistes, des ultra-libéraux et des ultra-dirigistes. Ses racines historiques sont également variées. L'héritage des liges antijuives ou des Croix-de-feu d'avant-guerre en France apparaît bien mince en France, alors que les fascistes italiens ont toujours été dans la continuité de Mussolini. Mais ce mélange ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel : la

dimension réactionnaire, autoritaire et opportuniste, pragmatique et non programmatique, de l'extrême droite, et le fait que celle-ci n'arrive au pouvoir qu'à la faveur de circonstances bien définies, qui ne dépendent pas que d'elle-même et de son idéologie.

Ensuite, second aspect, les intellectuels de la classe dominante et les dirigeants eux-mêmes veulent de plus en plus nous faire croire que le monde n'est guidé que par des valeurs, des idéologies et du libre-arbitre. Tout cela est propagé pour nous faire oublier le rôle de la marchandise, du Capital et de l'État, du pouvoir, pour nous faire admettre que la société actuelle, aussi injuste soit-elle, n'existe en définitive que parce que nous le voudrions, idéalement. Il devient alors indispensable de revenir à une approche matérialiste des phénomènes. Cet effort devient prioritaire en ce qui concerne le fascisme. Dans l'échelle des valeurs de la gauche humaniste et d'une fraction de la bourgeoisie, le fascisme incarne en effet l'horreur absolue, le monstre à l'état pur, le Mal avec une majuscule, en particulier son corollaire : l'Holocauste. Exit, pour la gauche, le drame cambodgien. Oubliées les famines imposées par Staline lors de la dékoulakisation ou par les maoïstes lors du Grand bond en avant, et autres horreurs du goulag ou du laogai.

Ainsi diabolisé, le fascisme devient un champ clos, un domaine intouchable qui finit par échapper à toute analyse réfléchie sur les raisons d'un phénomène qui a rencontré l'adhésion des foules, des intellectuels, qui a historiquement remporté la victoire par les urnes, ce que les démocrates et les socio-démocrates de tout bord cherchent désespérément à nous faire oublier, ou bien à travestir. Il va sans dire que cette délimitation exorciste du fascisme répond aux besoins des dominants qui veulent faire oublier leurs responsabilités dans l'histoire, et dans le présent.

Une telle manipulation est somme toute logique, puisqu'elle participe de la mascarade antitotalitaire brillamment décrite par

Louis Janover ². Il paraît donc important d'y réfléchir, pour mieux agir. Car, bien souvent, l'antifascisme joue sur un mode de réaction automatique, pavlovien presque, avec des réflexes et des réponses prédigérés, appuyés sur un acquis inchangé malgré l'usure du temps et l'évolution même de la situation. La riposte qu'il veut donner risque donc de porter à faux, d'aboutir à des impasses et, plus grave, de ruiner même la cause pour laquelle il prétend combattre.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un problème d'efficacité ou d'adaptation de l'antifascisme. La question est plus complexe. Les ressorts de l'antifascisme, surtout au sein de la gauche et en particulier de son électorat de base, sont souvent teintés d'irrationnel : on ne réfléchit plus, il faut « tout faire », ou « faire à tout prix » « quelque chose » pour barrer la route à l'extrême droite. Or ce « tout faire » et ce « quelque chose » peuvent aboutir à « faire n'importe quoi ».

Ce qui est le cas dans une conjoncture et une problématique cernées par des enjeux politiques. Ainsi, lors d'une élection partielle à Nice, les partis de gauche ont-ils appelé à voter pour le candidat R.P.R. pour empêcher l'élection du candidat F.N.... Quand on sait les caractéristiques du R.P.R., en particulier dans la région niçoise, et l'existence, en son sein, de certains courants très autoritaires, quand on sait que, par la suite, son nouveau maire R.P.R., élu en juin 1995, fut pendant longtemps un membre éminent du F.N. et un ami de Jean-Marie Le Pen, on est en droit de se demander si c'est vraiment la meilleure solution pour lutter contre le fascisme ! Et qu'est-ce que le « fascisme » en définitive... ?

Ceux qui s'aventureraient à dire que, justement, les moyens sont indissociables de la fin poursuivie et que, par définition, ils ne sont pas tous « bons », ceux qui essaieraient de contester la légitimité antifasciste des partis de gauche qui mènent ou soutiennent des politiques anti-sociales qui ne se distinguent

² JANOVER Louis (1991) : *Les dissidents du monde occidental – critique de l'idéologie antitotalitaire*. Paris, Spartacus, 178 p.

guère des politiques de la droite autoritaire, ou bien qui rappelleraient l'existence d'un « fascisme rouge », de gauche, ceux-là ne seraient guère écoutés. Ils seraient même exclus du débat ou de la relation, parfois avec violence et sans réponse rationnelle, comportement symétrique de la peste émotionnelle typique du fascisme.

La violence et l'irrationnel, tels sont en effet les facteurs caractéristiques du fascisme qui se montre incapable d'une analyse cohérente du capitalisme et des problèmes sociaux, et qui s'appuie systématiquement sur des comportements irrationnels, purement émotionnels jusqu'à la violence. Même si l'analyse bordigiste caricature ou idéalise la réalité des forces en présence, notamment du côté prolétarien, le communiste orthodoxe Amadeo Bordiga (1889-1970) a pu proclamer avec une certaine justesse que « le pire produit du fascisme, c'est l'antifascisme ».

L'anti-poison peut se révéler aussi mortel que le poison. Le front antifasciste peut tuer toute idée émancipatrice plus sûrement que le fascisme. Il peut maintenir la bourgeoisie et le capitalisme plus efficacement que l'extrême droite. Et, bien sûr, les partis politiques de gauche et même ceux de droite, partis alternatifs des classes dirigeantes, récoltent les fruits de cet aveuglement d'autant plus profond qu'il se pare des mérites de la vertu ou de la sincérité.

Quel est le véritable poids électoral du F.N. ?

Il faut tout d'abord remettre à sa juste valeur le poids électoral du Front national en France.

Pour avoir une vision d'ensemble la plus exacte possible des rapports de force en présence, il est indispensable de prendre en compte l'abstentionnisme dans l'examen des résultats électoraux. Cette démarche est malheureusement négligée par la quasi-totalité des observateurs. En effet, l'abstention n'est pratiquement pas considérée comme un phénomène politique profond, elle n'est pas, en tout cas, retenue dans la

comptabilisation des suffrages. Pourtant, cet oubli fausse considérablement la valeur réelle des consultations. Il est d'autant plus symptomatique et inquiétant que l'abstentionnisme ne cesse de grandir en France, comme ailleurs. Gloser sur des scores électoraux quand une fraction parfois infime des citoyens participe est compréhensible du point de vue de la tactique politicienne, mais inacceptable du point de vue analytique. L'abstention a un sens, même si cela déplaît aux participationnistes de tout bord. Et son évolution a encore plus de sens sur des durées courtes car ce sont des mêmes générations d'hommes et de femmes qui produisent, consomment, vivent, participent à l'activité d'un pays.

Quand une centaine de voix permet à un candidat F.N. d'atteindre 30 ou 40 % des suffrages dans une élection partielle désertée par les électeurs, cela n'a pas la même valeur que lorsqu'elle est opposée à plusieurs milliers de voix. Cela n'empêche pas les médias et certains apôtres de crier à la montée irrésistible et spectaculaire du fascisme ! Nous verrons plus loin que cette manipulation est réelle car elle oublie les véritables chiffres, c'est-à-dire le nombre de suffrages, en valeur absolue.

Par conséquent, la démarche qui consiste à intégrer systématiquement l'abstention dans le calcul des résultats électoraux et dans l'analyse qui en découle permet de remettre à leur juste place les notions de victoire électorale, la légitimité ou le soutien populaire que les gagnants prétendent en retirer. Elle permet aussi de réévaluer le rôle, sinon le choix, des abstentionnistes eux-mêmes. Sur le plan de la science politique, elle apporte enfin un éclairage nouveau et souvent décisif sur les comportements et les évolutions politiques.

À ces abstentionnistes, il convient d'ajouter l'ensemble des personnes qui ont refusé de s'inscrire sur les listes électorales. D'après le Groupe d'étude et de réflexion interrégional, elles sont au nombre de trois millions, soit 7 % des électeurs potentiels. Ce chiffre est même en augmentation puisqu'il était

de 3,5 % en 1981 et de 5,5 % ³. En additionnant le pourcentage des abstentionnistes, celui des bulletins blancs ou nuls, et celui des électeurs non inscrits, on obtient un chiffre de « refus » qui s'élève à 21,4 % d'électeurs potentiels en 1981 (au lieu de 18,9 % d'abstentions strictes), 22,5 % en 1988 (contre 18,6 %) et 28 % en 1995 (contre 20,81 %).

Le chiffre de 1995 est d'autant plus intéressant qu'il confirme l'amplitude croissante du phénomène. Il malmène franchement tous les cocoricos lancés unanimement le soir du premier tour des présidentielles de 1995 par la classe politique, tous partis confondus, qui s'est plu à louer – on la comprend – les vertus dites civiques de la population. De leur côté, les médias, les journalistes, les instituts officiels et autres officines de la propagande dominante, qui se plaignent consensuellement du fameux « déficit démocratique », s'étaient acharnés à drainer ceux qui voulaient y échapper et à culpabiliser ceux qui y avaient réussi.

Ces cocoricos reçoivent d'ailleurs un démenti cinglant quelques mis plus tard quand, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Chirac et des élections législatives de mai 1997, la presse est obligée de relever le phénomène. Au lendemain du premier tout, le journal *Le Monde* titre même son dossier avec cette phrase : « *Un taux d'abstention record sous la V^e République* ». L'abstention atteint en effet 31,65 % en moyenne, avec des pointes à 10 % dans de nombreuses régions urbaines.

En fait, près d'un tiers des citoyens en âge de voter se trouve en dehors du champ politique, et cela de façon délibérée. On ne peut d'ailleurs à ce propos parler d'exclusion puisque la décision individuelle reste particulièrement évidente et déterminante, même si cela n'exclut pas une concordance possible avec la misère sociale. Ce refus de certains citoyens ne signifie pas pour autant qu'ils soient absents de la vie sociale et économique, bien au contraire. Mais n'est-ce pas sur le terrain

³ *Le Monde*, mardi 25 avril 1995, p. 5.

de l'entreprise, du bureau ou de l'usine, bref de la décision socio-économique, que se situe le véritable « déficit démocratique » ? Et qu'il est le plus criant ? Mais qui en parle ? Qui se bat réellement contre ?

Un autre aspect de cette exigence méthodologique et politique de précision consiste à prendre en compte le nombre absolu des suffrages, et non plus les pourcentages. Cela donne d'intéressantes informations, notamment pour le parti de Le Pen. Ainsi, alors qu'il recueillait à peine 80 000 voix en 1981, le Front national en totalise plus de deux millions trois ans plus tard, en 1984, puis il double ce chiffre lors de la présidentielle de 1988, soit quatre millions de voix : 4 375 894 voix précisément. Cette progression qui est considérable prend alors les apparences de l'inéluctable. Le Front national semble irrésistible.

Mais, en réalité, l'électorat lepéniste se tasse pour plafonner autour de deux millions de voix en 1988 (législatives) et en 1989 (européennes). On observe ensuite une légère remontée autour de trois millions de voix en 1992 (régionales) et en 1993 (législatives, avec 3 159 477 voix). Puis le score du F.N. aux européennes de 1994 redescend à l'étiage des deux millions, soit 2 038 843 voix pour la liste conduite par Le Pen. N'insistons pas sur les résultats des élections cantonales partielles dont le taux d'abstention extrêmement élevé fausse toute analyse sérieuse.

Si l'on s'en tient au nombre de voix, le F.N. est donc en stagnation, voire en recul, entre 1988 et 1994... Si l'on rapporte ces chiffres au nombre des électeurs inscrits, sans même compter les non inscrits, ils deviennent même faibles, pour ne pas dire ridicules : 8,35 % remportés par le F.N. en 1993 (au lieu des 12,42 % par rapport aux suffrages exprimés), 5,4 % en 1994 (au lieu des 10,6 % par rapport aux suffrages exprimés). Même si l'on additionne les voix de quelques listes F.N. dissidentes ou d'autres courants d'extrême droite, les résultats ne s'épaississent guère. Moins de 6 % des voix : on est loin du raz-de-marée fasciste évoqué par certains !

Les élections présidentielles de 1995 semblent apporter un démenti à cette analyse, puisqu'au premier tour du 23 avril Le Pen arrive en quatrième position et paraît pulvériser ses résultats précédents. La presse de gauche insiste d'ailleurs beaucoup sur ce dernier point, en parlant de « score historiquement le plus élevé », de « record », de « séisme » et de « surprise »⁴. En fait, Le Pen, qui récolte sur son nom 4 564 776 voix (outre-mer compris), n'obtient qu'un gain de 188 882 voix par rapport à son sommet de 1988, ce qui ne représente que... 0,5 % des inscrits ! S'il faut parler de record historique, de percée et de surprise, ce devrait plutôt être à propos d'Arlette Laguiller, qui triple presque ses suffrages, passant des 600 000 voix habituelles à 1 612 490 voix.

Le premier tour des élections législatives de mai 1997 confirme la relative stagnation, ou, à tout le moins, la légère progression, du F.N. qui recueille 3 773 901 voix dans la France métropolitaine, soit 614 424 voix de plus qu'aux législatives de 1993, mais 771 292 voix de moins qu'aux présidentielles précédentes de 1995. Cela n'empêche pas *Le Monde* de signaler « la progression du F.N. ». Décidément !

La mystification va parfois beaucoup plus loin quand la presse locale joue ouvertement avec l'alarmisme en jonglant avec les pourcentages tout en prenant soin de ne pas mettre clairement en avant le nombre de voix. On peut prendre le cas du département de La Loire et du quotidien *Le Progrès*. Lors des élections régionales de 1992, le journal titre à propos de Saint-Étienne : « *FN : une progression spectaculaire* ». Or, si l'on compare les chiffres avec ceux, des élections précédentes, à savoir les présidentielles de 1988, on constate qu'ils sont non pas en hausse mais... en baisse : ils passent de 16 879 à 15 053 voix ! Certes, il est délicat, et parfois hasardeux, de comparer deux élections de nature différente. Une élection présidentielle, à caractère national et idéologique élevé, n'est pas la même chose qu'une élection municipale, avec ses enjeux locaux et

⁴ *Libération*, Lundi 24 avril 1995.

spécifiques. Mais, précisément, c'est là l'une des nouveautés socio-politiques, en quelque sorte, apportées par le F.N. : c'est un parti dont l'électorat est relativement indifférent à la variété des scrutins, au moins en comparaison avec les autres partis. Il dispose d'un noyau important, dur et fidèle.

Rebelote avec les législatives de 1993 : *Le Progrès* titre « *Le FN s'affirme* » à propos de Saint-Étienne, alors que le vote frontiste poursuit son érosion en n'obtenant que 11 379 voix. Et dix de der lors des législatives de mai 1997, où le quotidien proclame « *Forte poussée du F.N.* » à propos de La Ricamarie, alors que le parti de Le Pen passe des 1 439 voix obtenues aux présidentielles de 1995 (le record, devant les présidentielles de 1988 où l'on comptabilisa 1 307 voix) à... 1062 voix, soit une chute de 26 % !

Cette interprétation des chiffres n'est évidemment pas neutre. Du côté de la droite, elle cherche implicitement ou explicitement à favoriser le F.N. ou ses idées en le gonflant et, de la part de journaux comme *Le Progrès* qui sont dans les mains du défunt mais néanmoins pétainiste Robert Hersant, ce n'est pas une surprise. Du côté de la gauche, les politiciens socialistes, communistes ou autres qui sont en perte de vitesse ne sont pas malheureux de jouer sur le réflexe anti-fasciste de leur électorat pour remobiliser celui-ci, quitte à exagérer un peu la progression électorale du F.N. Non sans un certain succès, puisque Jospin et la « gauche plurielle » sont parvenus au pouvoir alors qu'ils n'auraient pas donné un kopek sur leurs chances quelques mois auparavant.

En attendant de compléter ou de nuancer l'ensemble de ces constats, avec, notamment, la prise en compte des résultats des listes parallèles créées autour de Philippe De Villiers dont la thématique est d'ultra-droite, on peut d'ores et déjà souligner que, quel que soit le léger gain de Le Pen en 1995, la géographie de son électorat demeure pratiquement la même.

Quelle est la répartition géographique du vote F.N. ?

Il s'agit en effet d'éviter l'autre piège d'une analyse trop socio-idéologique qui réduirait le vote, frontiste ou non d'ailleurs, au simple reflet d'une situation sociale ou qui, au contraire, l'assimilerait à un choix consciemment réfléchi d'idées étroitement liées aux débats politiques relayés par les médias. Pour surmonter cette distorsion trop idéaliste ou trop sociologique, la spatialisation des suffrages et des abstentions apporte des éléments très intéressants de réflexion. Leur géographie permet de comprendre que les phénomènes électoraux correspondent à des espaces bien définis, à des réalités sociales et régionales précises, à des territoires en fait.

Ces espaces se déclinent à plusieurs échelles, où les phénomènes et leur corrélation ne sont pas de même nature. Plus les espaces sont grands, plus les raisonnements peuvent être grossiers. Plus ils sont réduits, plus les analyses peuvent s'affiner, mais avec le danger d'une généralisation hâtive.

À l'échelle du département, la géographie de l'électorat lepéniste a pendant longtemps correspondu à la géographie de l'abstentionnisme, à deux exceptions près. La première exception est celle de l'Ouest, où le Front national est beaucoup moins bien implanté qu'ailleurs tandis que certains départements comme la Manche, la Loire-Atlantique ou la Charente maritime sont traditionnellement caractérisés par une forte abstention. La seconde exception est celle du Nord où la situation est inverse : un important vote F.N. avec une faible abstention. Mais dans les quatre régions autres que le Nord où les voix lepénistes sont nombreuses – la région parisienne, l'Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes et le littoral méditerranéen – la corrélation Le Pen/abstention est indéniable. Elle laisse suggérer un retrait abstentionniste de l'électorat qui vote habituellement à gauche au profit d'un électorat de droite qui se mobilise sur son extrême. Dans les quartiers populaires du nord-est parisien qui votent traditionnellement à gauche, la progression du vote lepéniste est forte aux législatives de 1986,

comparativement aux scrutins précédents, et celle des abstentions l'est également.

Avec les présidentielles de 1995, on observe une corrélation encore plus forte : entre le vote blanc ou nul et le vote frontiste. Ce phénomène laisse suggérer une insatisfaction de l'électorat devant les formations traditionnelles qui se traduit soit par le bulletin blanc, soit par le choix d'un vote F.N. qui dérange. C'est le fameux vote protestataire, mais si cette dimension existe, elle est désormais minoritaire. Il ne faut pas la surestimer pour une double raison, analytique (cela ne correspond plus à la réalité de l'implantation frontiste) et politique (c'est un argument qui cherche à déculpabiliser l'électorat fasciste dans le but de récupérer ses voix).

L'échelle départementale est toutefois encore trop grande, elle n'évite pas suffisamment la généralisation et la confusion des phénomènes. L'échelle locale, par communes et par arrondissements, est beaucoup plus fine. On constate alors que le vote F.N. ne se corrèle pas avec certains phénomènes, tels qu'une forte présence d'immigrés ou un chômage important, comme cela se produit à l'échelon national et comme c'est parfois possible à l'échelon départemental (mais pas toujours : les départements alsaciens où le vote F.N. est fort sont ceux où le chômage est le moins important).

Il existe évidemment des exceptions comme Marseille, une partie de la périphérie lyonnaise ou bien certains quartiers de la région parisienne, mais, globalement, ces cas sont particuliers, ils ne sont pas représentatifs de la configuration générale de l'électorat du F.N. A Paris, « *l'importance de la communauté maghrébine en particulier n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante du vote Le Pen* »⁵. « *Autant la corrélation entre pourcentage d'immigrés et pourcentage de vote d'extrême droite est étroite au plan départemental, autant*

⁵ MAYER Nonna (1987) : « De Passy à Barbès : deux visages du vote Le Pen à Paris ». *Revue française de science politique*, 37-6, p. 891-906.

elle marche mal à des niveaux plus fins »⁶. Gilles Ivaldi montre qu'elle est inexistante dans les 532 communes de l'Isère et faible si on la limite aux communes de plus de 2 000 habitants⁷. On peut en dire autant à propos de la corrélation avec le taux de chômage.

Dans l'Est lyonnais, comme l'a montré l'élection présidentielle de 1995 et confirmé l'élection législative de 1997, la « ceinture bleu-blanc-rouge » ne prend pas encore la place de la vieille et classique ceinture rouge de la première couronne de banlieue, même si les scores F.N. y sont parfois élevés (Vaulx-en-Velin : 27,43 % des voix en 1997, mais 16 % des inscrits ; Bron : 22,45 % mais 14,17 % ; Vénissieux : 24,7 % mais 15,1 %...).

Car elle se situe plus loin, dans des villes de classe moyenne où ne vit pratiquement aucun Arabe : à St-Priest : 33,63 % des voix en 1997, soit 21,7 % des inscrits ; à Colombier-Saugnieu : 39,5 % et 24,4 % ; à St-Laurent-de-Mure, St-Bonnet-de-Mure, Meyzieu, Jonage... où les taux dépassent partout 24 % des suffrages exprimés. Mais dans certains quartiers à forte proportion d'immigrés, comme les Minguettes à Vénissieux ou le Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin, le vote F.N. est moins fort que dans les quartiers plus aisés de ces mêmes communes comme, respectivement, Moulin-à-Vent et le Village⁸.

On retrouve ce phénomène dans la vallée du Gier, vieux couloir industriel en crise situé entre Saint-Étienne et Lyon. Le nombre d'étrangers y est en baisse depuis 1975, à la suite des naturalisations et du tarissement de l'immigration, maghrébine en particulier. Les communes du fond de vallée où vivent les

⁶ BRECHON Pierre (1991) : « Le Front national en France ». *Économie et humanisme*, n° 317, p. 61-77.

⁷ IVALDI Gilles (1988) : *Le Front national dans le département de l'Isère*. Mémoire de diplôme, IEP Grenoble, 239 p.

⁸ AYMARD Pascal (1995) : *Géographie électorale du Front national dans l'Est lyonnais*. Université Lyon II, mémoire de maîtrise, 144 p.

immigrés et les Français récemment naturalisés, comme Saint-Chamond, L'Homme ou Rive-de-Gier, ne sont pas celles qui votent fortement pour le F.N. En revanche, ce sont celles qui sont situées sur les coteaux verdoyants et le piémont du Pilat (Farnay, Cellieu, Châteauneuf...) ⁹.

Bien entendu, cela ne signifie pas que sur le plan idéologique il n'y ait pas de rapports entre présence immigrée et vote lepéniste. Les enquêtes diverses et le contenu même des discours de Le Pen indiquent bien comment l'électorat du Front national est sensibilisé par les thèmes xénophobes et racistes. Mais le rejet des étrangers dépend plus de schémas préconçus que d'une expérience vécue quotidiennement. Ou, plus exactement, puisque la corrélation étrangers-électorat lepéniste existe au niveau départemental, il relève davantage d'une vision de la rue, plus ou moins lointaine, que d'un contact réel, concret et immédiat de voisinage. Dans les lointaines couronnes de la périphérie Est de Lyon où il n'y a pratiquement pas d'immigrés, le vote lepéniste traduit à distance l'image négative des « banlieues à problèmes » de la proche couronne. Le fameux argument du « seuil de tolérance », évoqué de la droite jusqu'à la gauche (déclaration de Mitterrand), tombe donc de lui-même.

Mais l'utilisation politique de cet argument combiné à certaines situations socio-spatiales particulières, lorsque voisinent, par exemple, des Z.U.P. à forte proportion d'immigrés et des lotissements pavillonnaires pour classe moyenne inférieure, ou encore des vieux quartiers héritiers des faubourgs d'accueil pour les immigrés pendant l'avant-guerre mais qui se délabrent, peut conduire à une progression du vote F.N. Cela se traduit souvent par un durcissement idéologique et par la bi-polarisation entre un vote de gauche, parfois d'extrême gauche et souvent P.C., et un vote d'extrême droite. À Saint-Étienne, le plus fort suffrage en faveur du F.N. se

⁹ PEYRONNET Christelle (1997): *Géographie électorale du Front national dans la vallée du Gier*. Université Lyon II, mémoire de maîtrise, 126 p.

localise à Montreynaud (jusqu'à 35,2 % dans un bureau de vote), un quartier excentré qui comprend une Z.U.P. ghetto sur le sommet de la colline avec, à ses pieds, des lotissements pavillonnaires. Mais il fait pratiquement jeu égal avec le vote de gauche, tandis que les votes de droite classique et centristes sont laminés. À Saint-Chamond, le vote frontiste est assez volatil à Fonsala, une Z.U.P. située sur un plateau loin du centre-ville et la gauche y arrive régulièrement en tête dans les scrutins.

L'explication socio-géographique permet de comprendre pourquoi dans certaines régions rurales où il n'y a pourtant que peu d'immigrés le vote lepéniste soit si important : c'est que d'autres raisons sont en cause. Une enquête très fouillée dans le Languedoc-Roussillon démontre ainsi que le vote lepéniste n'est que faiblement corrélé avec la présence immigrée ou avec un taux de chômage important, thèmes favorisés de la propagande lepéniste ¹⁰. On observe par contre un rapport avec la mobilité sociale. *« Or le bilan migratoire n'est jamais corrélé, pas plus positivement que négativement, avec les résultats obtenus par les diverses autres formations politiques, et ce, quelle que soit la catégorie des communes concernées. Est-il déraisonnable de penser que la migration, à longue comme à courte distance, comporte un risque même lorsqu'elle est soigneusement préparée, et que ce risque se mue bientôt en un mécontentement s'exprimant vite par un vote favorable à celui des partis extrêmes qui est le plus éloigné de l'exercice du pouvoir ? »* Les auteurs de l'enquête posent avec raison la question. C'est dans les communes en voie d'urbanisation rapide que l'on retrouve les plus importantes proportions de voix lepénistes... et d'abstentions, zones où le noyau d'anciens partisans *« reçoit le renfort de migrants qui sont souvent les laissés pour compte de la modernisation, ainsi que les "décus" »*

¹⁰ BERNARD Marie-Claire et CARRIERE Pierre (1986) : « Mobilité démographique et comportement électoral – le Front national en Languedoc-Roussillon aux Européennes de 1984 ». *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, 20-1, p. 81-99.

de la gestion de l'Etat par les représentants des partis de gauche ».

On retrouve ce phénomène dans différentes périphéries lointaines des grandes villes. C'est le cas de l'Est lyonnais (la « ceinture bleu-blanc-rouge » de la deuxième couronne), jusque dans les communes iséroises (le pays berjallien : Bourgoin-Jallieu, La Verpillière, La Tour-du-Pin). C'est également celui de la banlieue septentrionale de Saint-Étienne, au début de la plaine du Forez avec ses lotissements pavillonnaires, ses quelques grands ensembles et ses nouvelles zones d'activité industrielle (Andrézieux-Bouthéon, St-Just-St-Rambert, Bonson, Sury-le-Comtal, communes où Le Pen arrive en tête lors des présidentielles de 1995). On peut également citer le pays voironnais (troisième couronne de l'agglomération grenobloise).

Ces trois espaces sont exemplaires et similaires : faible présence immigrée, fort taux d'urbanisation et importante mobilité socio-spatiale. Le pays berjallien est particulièrement symptomatique de ce mélange de ville et de campagne que les géographes ont baptisé « rurbanisation », où les pôles plus urbains de l'électorat F.N. ont fini par s'éteindre, en quelque sorte, sur les pôles plus ruraux comme Saint-Jean-de-Bourney ou Morestel.

Il s'agit d'une « nouvelle France profonde », en phase et en mal d'enracinement. Traditionnellement de droite, sa population locale passe à l'extrême droite sous l'effet des nouveaux arrivants, dont certains sont venus ici « *parce qu'il n'y a pas d'Arabes* » (texto) ¹¹. Le discours sur la défense de l'identité française et nationale, associée aux vertus d'un retour à la terre et d'un environnement écologiquement plus agréable, bénéficie logiquement à ceux qui les soutiennent avec le plus de vigueur. Un département comme celui de l'Oise, en lointaine bordure de l'agglomération parisienne, mélange de ville et de campagne, et qui est caractérisé par une forte percée

¹¹ AYMARD Pascal : *op. cit.*

du F.N. aux présidentielles de 1995, alors que Paris et sa banlieue paraissent revenir de leur illusion lepéniste, rentre dans ce type de schéma socio-spatial.

On retrouve également ces phénomènes à Dreux, lieu historique de la percée électorale du F.N. et qui est considéré comme représentatif des évolutions en cours. Certes, d'après deux sondages concordants effectués à la sortie des urnes en 1989 (élection législative partielle), « *la circonscription de Dreux se caractérise par un vote ouvrier massivement attiré par le Front national* ». Mais « *beaucoup de ces ouvriers drouais ont probablement été éduqués en milieu rural, et sont venus travailler à la ville, ville dans laquelle ils sont mal intégrés. Et ils peuvent avoir souvent l'impression que la modernisation économique aboutit à la perte de leurs valeurs et de leur identité* »¹².

La nostalgie de leur passé, ou d'un passé mythifié, des valeurs et des identités intériorisées au cours de l'enfance explique l'attrance pour le F.N., qui se fait le défenseur d'une identité française sur le dos des immigrés, venus non pas de l'intérieur comme eux, de la France rurale profonde, mais de l'extérieur, du bled. Effet classique mais radical de contre-miroir où le bouc-émissaire n'est que le reflet détesté de sa propre condition mal vécue et acceptée passivement.

Quelle est la composition sociale de l'électorat lepéniste ?

La composition sociologique des électeurs du Front national, évaluée par l'analyse des résultats électoraux et par enquêtes, confirme l'hypothèse d'un abstentionnisme de la gauche et d'une radicalisation de la droite. Elle est caractérisée par deux types.

¹² BRECHON Pierre (1991) : « Le Front national en France ». *Économie et humanisme*, n° 317, p.61-77.

On y trouve d'une part, des membres des classes moyennes traditionnelles (artisans, petits commerçants, petits patrons) qui, effrayés ou aigris par l'arrivée du Parti socialiste au pouvoir, se sont radicalisés.

Et d'autre part, des salariés cadres ou prolétaires qui votaient à gauche ou à droite, et qui se sont mis à voter pour le Front national ¹³.

Dans les deux cas, ces classes sont essentiellement citadines. L'électorat lepéniste correspond bien aux régions les plus urbanisées du pays, celles qui ont déjà été citées et comme le confirme l'élection présidentielle de 1995 : Région parisienne (où les résultats de 1995 sont toutefois en recul), Alsace-Lorraine (où ils sont en progrès), une partie du Nord (le département du Nord, mais beaucoup plus faiblement ceux du Pas-de-Calais et de la Somme), Rhône-Alpes et façade méditerranéenne.

Le vote F.N. est très faible dans les régions rurales « profondes », traditionnellement de droite (le centre du Massif central comme le Cantal), ou plutôt de gauche (le Limousin), dans les régions rurales « ouvertes », de droite comme l'Ouest (Bretagne en particulier, à l'exception relative du Morbihan, Vendée et Deux-Sèvres) ou de gauche comme le Sud-Ouest (les Pyrénées en particulier), et en Corse. Cela n'exclut d'ailleurs pas des votes ruraux pro-F.N. comme dans le quart Nord-est de la France (Meuse, Haute-Marne...).

À l'échelon communal et infra-communal, les phénomènes sont encore plus nets. À part certaines exceptions, comme à Dreux, ce sont d'abord les quartiers bourgeois qui votent Le Pen et non les quartiers prolétaires. À Marseille, le F.N. « *s'implante dans les quartiers des couches aisées* » et ses « *points de faiblesse correspondent exactement aux forces de la gauche communiste sur le littoral nord-ouest et à l'extrême-*

¹³ BIHR Alain (1990) : « Les deux électorats du Front national – analyse sociologique et politique ». *Noir & Rouge 16/17 + Reflex 2/29*, dossier « Antifasciste pourquoi ? » p. 21-26.

sud-ouest, et socialiste à l'est du centre » en 1984 et, dans une grande partie, en 1986 ¹⁴. À Toulouse, « *la géographie du F.N. épouse une bonne part celle de la droite traditionnelle et des couches aisées non intellectuelles* » en 1984 (*Ib.*). À Lyon, aux présidentielles de 1995, l'arrondissement bourgeois du VI^e préfère la droite classique, tandis que Le Pen arrive presque en tête dans les riches communes du Beaujolais et qu'il reste juste en dessous de la moyenne nationale dans les communes résidentielles aisées de l'Ouest lyonnais.

Dans le pays du Gier, le F.N. arrive régulièrement (cas erratiques exclus) en tête, non pas dans les communes ouvrières et industrielles du fond de vallée, comme on l'a vu, mais dans les petites communes résidentielles des coteaux. Ce sont surtout celles où les anciens villages ont perdu leur activité commerciale et sociale, comme à Farnay (28,6 % des suffrages exprimés, 23,9 % des inscrits aux présidentielles de 1995, scrutin zénith), Cellieu (24,5 %) ou Châteauneuf (25 %). Dans tous ces endroits domine une petite bourgeoisie néo-urbaine peureuse ou revancharde. Depuis 1992, le vote F.N. gagne néanmoins les communes en crise du « couloir sans joie », l'axe du vieux bassin industriel entre les deux pôles de Saint-Chamond et de Rive-de-Gier, comme L'Horme (27,9 % des votants, 19,8 % des inscrits aux législatives de 1997), Grand-Croix (29,6 % / 19,1 %) et Lorette (30,9 % / 21 %).

À Saint-Étienne, si le vote F.N. est très important dans le quartier populaire de Montreynaud, où il fait malgré tout jeu égal avec la gauche, comme on l'a vu, les quartiers suivants où le vote F.N. l'emporte ne sont pas populaires mais bien dominés par les couches aisées. Il s'agit d'anciens villages pittoresques rattachés à la commune de Saint-Étienne, où il n'y a ni chômeurs, ni Arabes, mais des belles villas, comme à Rochetaillée (25,1 % aux présidentielles de 1995), Saint-Victor (25,5 %) et Le Guizay (23,7 %). Les quartiers chics du vieux

¹⁴ BON Frédéric et CHEYLAN Jean-Paul (1988) : *La France qui vote*. Paris, Pluriel, Inédit, 466 p.

centre-ville stéphanois votent d'abord pour la droite classique mais aussi pour le F.N., de même que ceux de Saint-Chamond où le parti lepéniste s'y est construit un bastion au fil des élections.

Ailleurs, dans les bastions populaires traditionnels de la gauche stéphanoise, la bataille fait rage entre le F.N. et la gauche P.S-P.C. À Côte-Chaude-Chavassieux, celle-ci devance nettement le candidat F.N. aux élections législatives de 1993 (jusqu'à 19,9 % des inscrits contre 11 % pour le F.N., avec un taux d'abstention d'une quarantaine de pour cent), mais elle se fait dépasser aux élections présidentielles de 1995. C'est également le cas de Solaure où, comme à Côte-Chaude, le P.C. est traditionnellement bien implanté mais a du mal à tenir le choc. Par contre, dans les grands ensembles de La Métare, de la Marandinière et de Montplaisir, la gauche reste en tête.

D'une façon générale, le F.N. a quand même du mal à se stabiliser sur Saint-Étienne. Après ses bons scores aux présidentielles (16 879 voix en 1988, 18 171 voix en 1995, soit 19,26 % puis 22,12 % des suffrages exprimés, et 14,1 % et 16 % des inscrits), il amorce à chaque fois une décrue (15 053 voix aux régionales de 1992, 11 379 aux législatives de 1993 ; 11 468 voix aux municipales de 1995 et 13 432 aux législatives de 1997). Le F.N. oscille donc entre un étiage de 11 000 voix et un maximum de 18 000 voix environ, soit une variation qui va presque du simple au double ! C'est dire à la fois la force et la faiblesse de l'implantation fasciste à Saint-Étienne.

Dans la vallée de l'Ondaine ouvrière, traditionnellement à gauche, le F.N. semble effectuer une percée aussi spectaculaire qu'irrésistible, mais si l'on examine attentivement les chiffres en valeur absolue, il en va autrement : le F.N. semble avoir fait le plein et même entamer une régression. Des présidentielles de 1988 à celles de 1995, il ne gagne que deux cents voix environ à Firminy (total : 2 460), ainsi qu'au Chambon-Feugerolles (total : 2 294), et une centaine à La Ricamarie (total : 1 439). Après le zénith de 1995, il perd 500 voix à Firminy et au Chambon, et 400 à La Ricamarie lors des législatives de 1997.

Le déclin national puis la stabilisation du Parti communiste se traduisent en général par un glissement d'une partie de son électorat vers le Parti socialiste et, surtout, vers l'abstention. Les ouvriers sont proportionnellement sous-représentés au sein de l'électorat lepéniste. Certes, ils sont plus nombreux que pour les partis de la droite classique, d'où le caractère populiste du Front national, mais il faut rectifier l'une des erreurs les plus courantes qui consiste à créditer électoralement le Front national de la perte des voix du Parti communiste. Lors des diverses consultations électorales, les européennes de 1984, les législatives de 1986, les présidentielles de 1988 et les municipales de 1989, certains commentateurs se sont ainsi laissés aller à formuler des équations rapides du type vase communicant : Front national + 10 % des voix, Parti communiste - 10 % = passage des suffrages de l'un à l'autre.

Il va sans dire que ces interprétations ne sont pas neutres et qu'elles dépendent d'une orientation politique précise, celle des socio-démocrates ou des conservateurs classiques qui, pour des raisons diverses, souhaitent - et ont toujours souhaité - le déclin du Parti communiste à travers ce que celui-ci représente encore souvent : l'organisation de la classe ouvrière. Mais les enquêtes révèlent que l'appoint communiste des électeurs du Front national est quasi nul. En fait, il faut se garder de faire l'équation communiste-ouvrier-basculement F.N. tout comme celle d'ouvrier = communiste !

Dans l'ensemble, l'électorat lepéniste est jeune et masculin, ce qui le rapproche de la sociologie traditionnelle des partis de droite. Il n'est pas toujours religieux : la corrélation avec les messalisants est faible, ce qui l'éloigne de l'électorat de la droite classique, à l'exception de l'Alsace-Lorraine et, dans une moindre mesure, du Nord et de la Loire. Le vote ultra-droite est celui d'une population qui refuse toute altérité, l'Autre, l'Étranger ou le Changement, au titre de l'évolution même de son environnement en pleine altération : urbanisation, déstabilisation de la vie individuelle et collective, replis sur des valeurs radicales mais non révolutionnaires. Le Front national

joue sur ce registre mais il ne constitue pas pour autant un mouvement réactionnaire au sens strict vis-à-vis du système qu'il représente sous une forme exacerbée : le capitalisme.

Quelle est la signification politique du Front national ?

En France, le lepénisme se structure sur le plan interne et organique : formation des cadres, création d'une bureaucratie lepéniste dans les municipalités F.N.... Les stratégies sont différentes suivant les endroits, mais elles ne sont pas antagoniques : une ligne dure à Orange, Marignane et Vitrolles, où le F.N. a gagné grâce au bilan désastreux de la gauche, une ligne plus souple à Toulon, où le maire, qui provient des rangs de l'U.D.F., a bénéficié de l'effondrement du système politico-maffieux de la droite classique, voire à Nice, où le maire néo-R.P.R. est un ancien bras droit de Le Pen. Le F.N. tente également de progresser sur le terrain social, mais, compte tenu de la résistance des forces de gauche et des ambiguïtés de son propre programme socio-économique (libéralisme ou non ? Que signifie lutter contre l'exclusion pour le F.N. sinon celle d'une discrimination xénophobe ?), il ne perce guère : échec aux élections prud'homales, échec ou stagnation de syndicats pilotes... Les prochaines élections politiques (régionales ou cantonales au printemps 1998) vont nous montrer si le F.N. a atteint son seuil maximum ou s'il est capable de progresser.

Le Front national traduit les mutations et les déracinements d'une population livrée à la crise, que ce soit celle de la petite bourgeoisie mal remise de la victoire social-démocrate ou des salariés effrayés par la menace du chômage. Il symbolise aussi le recours politique possible d'une bourgeoisie au cas où le serrage de vis social-démocrate susciterait des réactions de type révolutionnaire. Il incarne enfin une possible alternative ultime pour la grande bourgeoisie, qui préfère pour le moment les partis de droite classique, au cas où sa politique néo-libérale de

décomposition des acquis sociaux et des relocalisations industrielles n'irait pas assez vite, ou serait trop contestée.

De même que le Front national lui-même est un fourre-tout idéologique où se côtoient à la fois les intégristes catholiques et les néo-païens de la nouvelle droite, les nostalgiques du planisme et les zéloteurs néo-poujadistes du moins d'impôts, les commandos activistes et les notables candidats aux élections, les partisans d'une fascisation de la droite traditionnelle et les tenants d'une autonomie résolue, de même l'électorat lepéniste confond des tendances sociales multiples dans un monde où la peste émotionnelle du fascisme s'est réfugiée dans les stades de football ou dans la peur écologiste, où la méritocratie est érigée au rang de valeur cardinale, où la hiérarchie devient plus que jamais la valeur dominante.

Le Front national promulgue aussi bien l'individualisme de type fasciste que le fonctionnement tribal façonné sur le principe des gangs et des chefs de bande. Il organise l'intégrisme social, la guerre de quelques-uns contre tous. Il s'affirme de plus en plus comme un mouvement fasciste au sens strict. Indéniablement, le passé de ses dirigeants et ses diverses filiations historiques permettaient déjà de relier le lepénisme au fascisme historique. Les déclarations de Le Pen lors de la guerre du Golfe viennent de confirmer que le Front national s'inscrit sans faiblir et sans craindre les risques de désaveux électoraux dans la tradition politique de l'extrême droite. En effet, le Front national n'a pas hésité à s'opposer à cette guerre impérialiste.

Mais cette position anti-guerre, a priori paradoxale pour un mouvement jugé agressif et qui se montre en tout cas xénophobe ou anti-arabe, n'est pas nouvelle. Déjà, dans les années trente, l'extrême droite française défendait une ligne pacifiste et certains dirigeants de la gauche, comme le radical Gaston Bergery, le socialiste Marcel Déat et le communiste Jacques Doriot, se sont ralliés au fascisme au nom même d'un

refus de la guerre ¹⁵. Il s'agissait selon eux de rénover la nation en rassemblant le peuple sur la base d'un rassemblement anti-guerre, de se concilier l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie sur la base d'une critique du traité de Versailles et du droit des peuples à se doter d'une armée, position qui conduisit tout naturellement à la collaboration sous Pétain. Ce pacifisme, comme celui du Front national, n'est pas intégral, ni absolu. Il n'est conçu que comme un moyen, un instrument pour sauvegarder la valeur fondamentale du fascisme : la nation. L'une des tribunes de la *Lettre de Jean-Marie Le Pen* intitulée d'ailleurs : « La guerre du Golfe : les cosmopolites contre les nationaux » ¹⁶.

L'intelligentsia et la gauche française eurent beau s'étonner que Le Pen se fasse brusquement le défenseur des Arabes, il n'empêche que la position du Front national reste cohérente : défense de la nation, ou du moins celle qui est jugée comme authentique, sur la base du « chacun chez soi ». Ce soutien est d'autant plus facile si cette nation se couple d'un Etat totalitaire, comme c'est le cas du régime de Saddam Hussein. Rappelons aussi que le parti Baas irakien fut en contact avec les puissances de l'Axe au début de son histoire. Il est quasiment certain que, de nos jours, des pays comme l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran et la Lybie ont aidé financièrement certaines organisations d'ultra-droite ¹⁷. Pierre Sidos, leader de l'Œuvre française a été sollicité par l'Arabie saoudite qui lui proposa des subsides, qu'il refusa. La librairie Ogmios, spécialisée dans l'ultra-droite, a reçu de l'argent en provenance d'Iran en 1987. Sachant que la grande masse des Français n'étaient pas dupes des enjeux de la guerre du Golfe, Le Pen jouait finalement sur du velours en dépassant les réticences cocardières ou anti-irakiennes pour apparaître comme un « pacifiste ».

¹⁵ BURRIN Philippe (1986) : *La dérive fasciste – Doriot, Déat, Bergery – 1933-1945*. Paris, UH, Seuil, 536 p.

¹⁶ *La lettre de Jean-Marie Le Pen*, n° 132, 15/3/1991.

¹⁷ BOURSEILLER Christophe (1991) : *Extrême droite – l'enquête*. Paris, François Bourin, 240 p.

Au-delà, ce soutien des États-nations arabes est un bon calcul. Le Front national candidat au pouvoir politique peut se poser en interlocuteur valable et respectable avec les régimes du Maghreb et du Moyen-Orient : les négociations sur l'immigration pourront se poursuivre, mais de façon plus radicale, d'Etat à Etat, Le Pen s'occupant de l'Europe et laissant aux autres intégristes, ceux de l'Islam, leur sphère d'origine. L'alignement quasi tiers-mondiste du Front national permet également de ressusciter les vieux thèmes de l'extrême droite : l'anti-communisme, bien sûr, ce qui explique que les forces fascistes n'ont jamais défilé avec les autres pacifistes, mais aussi l'anti-américanisme. On vit ainsi circuler des tracts étonnants où le Front national affirmait qu'il ne s'agissait pas d'une guerre des Occidentaux contre les Arabes, encore moins des chrétiens contre les musulmans, mais d'une guerre au profit de l'impérialisme américain ! Dans le même registre, des groupuscules comme D.F. (Décision Française) barbouillent actuellement les murs de slogans anti-yankees et appellent à la levée de l'embargo contre l'Irak. Le Front national renoue ainsi discrètement mais efficacement avec le courant anti-capitaliste incarné par la critique anti-américaine qui fit déjà le succès du fascisme dans les années vingt et trente. Remarquons au passage que cet anti-américanisme est également cultivé de nos jours par une frange de l'ultra-gauche dont certains propos anti-sémites ou négationnistes se rapprochent des courants de l'extrême droite.

La confirmation fasciste du Front national est dangereuse. Il faut bien comprendre que la xénophobie et le racisme qui constituent le fonds de commerce de l'électorat lepéniste n'est qu'un facteur parmi d'autres, secondaire peut-être, de ce que représente réellement le développement de l'extrême droite en France comme en Europe. L'adoption de l'ultra-libéralisme comme programme économique de cette extrême droite doit attirer notre attention. Le Front national, comme ses prédécesseurs, est un mouvement extrémiste par essence, catalysant de manière radicale les tendances du système capitaliste. Or quelles sont ces nouvelles tendances sinon celles

que l'on voit partout dans le monde : un libéralisme exacerbé qui remet en cause les acquis sociaux du syndicalisme, qui démantèle les services publics, les systèmes de protection sanitaire ou sociale, et qui cherche à cantonner l'Etat à son rôle de gendarme social, culturel, moral ?

Le Front national veut aller plus loin que les autres partis : c'est un mouvement d'ultras, d'ultra-droite, façon Thatcher, Reagan ou Nakasone. Sur le plan socio-économique, cela signifie en France la suppression du SMIG, du RMI, la déréglementation des conventions collectives, la remise en cause du système de sécurité sociale, l'abolition de l'impôt sur les grandes fortunes, le développement des privatisations.

Le fascisme est-il pour ou contre le libéralisme ?

Les programmes économiques néo-libéraux ou ultra-libéraux de l'extrême droite contemporaine semblent étrangers à la tradition centralisatrice et totalitaire du fascisme historique. En fait, l'interventionnisme économique des Etats fascistes était beaucoup moins vigoureux qu'on ne le croit généralement. En tout cas, il était loin d'être systématique. On peut d'ailleurs craindre à ce propos que les livres d'histoire soucieux de nous présenter les mérites du *New Deal* rooseveltien ou du *gosplan* stalinien eurent tendance à nous mettre en avant les aspects interventionnistes des politiques fascistes telles que les bonifications, les grands travaux comme la construction d'autoroutes ou la constitution d'organisme économique comme l'E.N.I. en Italie. Le fascisme italien ou le nazisme allemand font en réalité preuve d'un grand pragmatisme dans le domaine économique. Leur logique obéit à des conjonctures socio-politiques et économiques particulières. Elle est tantôt libérale, tantôt interventionniste. Les trusts comme Krupp ou Thyssen l'ont bien compris en ralliant un Hitler rendu docile après l'échec de son putsch de 1923.

À ses débuts, le fascisme était même ouvertement libéral. Au cours du II^e Congrès national des *fasci* en novembre 1921, Mussolini fait ainsi l'éloge de l'anti-libéralisme en politique mais du libéralisme en économie. Peu après la Marche sur Rome de 1922, il déclare : « *Il s'agit de retirer à l'État des attributions pour lesquelles il n'a pas de compétence et dont il s'acquitte mal (...) Je pense que l'État doit renoncer à ses fonctions économiques et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles, parce qu'en cette matière l'État est incompétent (...) Il faut en finir avec l'État ferroviaire, avec l'État postier, avec l'État assureur* »¹⁸. Un programme que ne renierait pas les tenants actuels du libéralisme, d'ailleurs parfois issu de l'extrême droite comme Alain Madelin en France.

Gorgolini, théoricien du fascisme, écrit en 1921 : « *Ce qui a été funeste à l'économie du pays, c'est l'ingérence excessive de l'Etat... avec sa manie de tenir dans ses mains toutes les branches de l'industrie, des services et du commerce* ». On constate qu'avant les lois fascistissimes de 1926, la politique de Mussolini est typiquement libérale : renflouer le grand capital (subventions au trust métallurgique Ansaldo), s'attaquer au social, comme le fera plus tard le premier ministre britannique Thatcher, pour remodeler les rapports économiques. Les premières tâches du gouvernement fasciste consistent à briser le monopole d'embauche des syndicats et des coopératives de dockers italiens, à supprimer les limitations imposées pendant la guerre pour empêcher l'augmentation des loyers et à mettre en place un système scolaire fondé sur la sélection par l'argent. En Allemagne, le parti nazi arrivé au pouvoir s'en prendra tout de suite aux syndicats, aux salaires, rejettera l'idée de grève, facilitera les licenciements. En Espagne, José Antonio Primo de Rivera, le leader fasciste pré-franquiste, évoque les mérites du capitalisme libéral dont « *l'un des aspects les plus*

¹⁸ GUÉRIN Daniel (1971) : *Fascisme et grand capital*. Paris, Maspero, 306 p.

*sympathiques et les plus attirants était le dédain envers les pouvoirs publics »*¹⁹.

Daniel Guérin décrit bien la teneur libérale des premières mesures fascistes et national-socialistes, puis comment les gouvernements en Italie comme en Allemagne furent amenés à renouer avec l'économie de guerre et à promouvoir l'intervention économique de l'État, notamment en faveur des grosses entreprises (allègements fiscaux, renflouements, commandes), ces trusts que Hitler se garde bien de nationaliser. Tout cela ne se déroule pas sans contradictions, conflits internes, batailles entre factions politiques ou économiques²⁰. Le fascisme a-t-il donc un dogme économique sinon celui du pragmatisme absolu ? Ce qui a fait dire à certains marxistes nonobstant sa dimension idéologique, psycho-émotionnelle et sociale que le fascisme n'avait pas de programme...

Un exemple récent de pragmatisme socio-économique qui confine à l'opportunisme, c'est celui du programme de Le Pen aux présidentielles françaises. Sa teneur néo-libérale ou interventionniste varie au gré de la conjoncture politique et de la situation sociale française. L'une devient moins libérale, l'autre devient plus misérable. En 1995, Le Pen met donc en veilleuse son projet de supprimer le S.M.I.G. ou de réduire les prestations sociales, et parle de revaloriser les bas salaires ou le R.M.I... Bien sûr, il garde toujours la vieille revendication patronale de « baisse des charges des entreprises », et il prévoit de supprimer l'impôt sur le revenu, leitmotiv classique du néo-libéralisme.

¹⁹ BOURDERON Roger (1988) : *Le fascisme, idéologie et pratiques (essai d'analyse comparée)*. Paris, Éditions sociales, 226 p., p. 96.

²⁰ AYCObERRY Pierre (1979) : *La question nazie – les interprétations du national-socialisme 1922-1975*. Points/Seuil, 322 p.

La démocratie peut-elle éviter le fascisme ?

Malgré leurs discours ou leurs apparences anti-parlementaires, les fascistes – en l’occurrence les mouvements « historiques » que sont les fascistes italiens et les nationaux-socialistes allemands – ont toujours joué la carte électorale pour conquérir le pouvoir politique. Certes, ils ne sont pas exempts de tendances putschistes mais, après l’échec du coup de force de novembre 1923 à Munich, même le plus fanatique d’entre eux, Hitler, a vite compris l’intérêt qu’il y avait à recourir aux moyens légaux. Ce n’est d’ailleurs qu’à ce moment qu’il devint crédible auprès des bailleurs de fonds incarnés par les grands trusts comme Krupp.

Grâce à la démagogie intrinsèque à l’électoratisme, il est de surcroît facile de manipuler les foules, de garder la caution démocratique et donc consensuelle du système. Grâce à la façade legaliste et légitimiste, il est plus sûr de se gagner l’armée officielle, garante de tout régime mais toujours méfiante des organisations para-militaires, que de s’en remettre à des conjurés incertains. En Italie, la fameuse marche sur Rome des fascistes en octobre 1922 est surtout un coup de bluff et une habile mise en scène. Le gouvernement Facta proclame l’État de siège mais le roi refuse de signer le décret. Par des manœuvres en coulisse, la classe dirigeante confie ainsi le pouvoir à Mussolini. A l’époque, le Parti National Fasciste ne dispose que d’une poignée de députés, 35 précisément, élus en 1921. Puis c’est bien le même parlement qui, en 1923, taille une loi électorale sur mesure pour les fascistes et leurs alliés, lesquels emportent alors les élections d’avril 1924 avec 65 % des voix (4,7 millions de voix pour les fascistes sur un total de 7,3 millions). « *Ni Rubicon franchi, ni spectaculaire 18 Brumaire, mais une lente perversion du régime libéral par ceux-là mêmes qui en tiennent les leviers* »²¹.

²¹ MILZA Pierre et BENTELI Mariane (1973) : *Le fascisme au XXe siècle*. Paris, Richelieu, 420 p.

De fait, c'est grâce aux urnes que l'extrême droite est arrivée au pouvoir. C'est le plus légalement du monde qu'Hitler est nommé chancelier en janvier 1933 par le président Hindenburg et que Mussolini devient chef du gouvernement par un vote de l'Assemblée nationale en 1922. Plus symptomatique encore, l'extrême droite triomphe sans jamais avoir acquis une majorité électorale : le meilleur score des nazis allemands est de 43,9 % des voix en mars 1933, et celui des fascistes italiens de 38 % en juin 1921, à l'exclusion des élections douteuses d'avril 1924. Autrement dit, si l'extrême droite arrive au pouvoir c'est parce qu'elle obtient le soutien de forces complémentaires et l'accord quasi unanime de la classe dirigeante.

Le F.N., et toute l'extrême droite européenne actuelle, jouent également le double jeu : agitation dans la rue, commandos divers, diatribes anti-parlementaires, critique des politiciens et en même temps participation au cirque électoral et recherche d'une notabilisation. Jean-Marie Le Pen lui-même, élu en 1956 sous l'étiquette poujadiste n'est-il pas l'un des plus anciens parlementaires français ? Dans ces conditions, le pari de vaincre l'extrême droite par les urnes apparaît à la fois comme une erreur tactique grave et comme une incapacité profonde à comprendre ce que signifie le fascisme.

La gauche fut-elle un rempart efficace contre le fascisme ?

Avant la deuxième guerre mondiale, les socialistes sont loin de se montrer virulents face à la montée du fascisme et du nazisme. En Italie, ils signent en août 1921 un pacte de non-agression mutuelle avec les fascistes, pacte que ceux-ci s'empresseront d'annuler trois mois après. Malgré tout, l'*Avanti* du 22 mai 1922, le journal socialiste, titre encore « ne pas résister » et prône une tactique anti-fasciste légaliste. En Allemagne, ils se refusent à la moindre épuration des cadres nazis dans l'administration lorsqu'ils entrent au gouvernement en 1928 ; au contraire, les socio-démocrates prônent

officiellement une « politique de tolérance » (*Tolerierungspolitik*) vis-à-vis des nazis ainsi que la tactique du « moindre mal » : c'est ainsi qu'ils soutiennent les chanceliers de droite Brüning puis Hindenburg qui seront les fourriers de l'ascension d'Hitler au pouvoir. Le 1er mai 1933, ils participent même à la fête du travail organisée par les nazis ; un mois après viendra leur dissolution...

Aussi bien les socialistes que les communistes sous-estiment dans un premier temps la menace fasciste. Les communistes s'empêchent dans de multiples analyses marxisantes et dogmatiques, marquées notamment par un catastrophisme économique : le fascisme serait le dernier symptôme de l'effondrement du capitalisme précédant l'inéluctable, et toute proche, victoire du prolétariat. Pour le Komintern, « *la dictature fasciste (...) est le plus faible gouvernement politique de la bourgeoisie en Allemagne* » et doit être considérée comme « *un phénomène économiquement rétrograde* »²².

En outre, les communistes et le Komintern ne cessent de changer de ligne. En 1923, ils adoptent la fameuse ligne Schlageter d'entente avec le « national-bolchevisme » et s'allient avec les socio-démocrates. Zinoviev, grand responsable de la III^e Internationale bolchevique, se félicite en juin 1923 au nom de l'Exécutif de cette organisation de ce que l'organe nationaliste allemand salue le Parti Communiste Allemand « comme parti national-bolchevique, parti de lutte s'adressant à toute la nation ». Puis les communistes rompent le « front unique » pour s'adonner au combat prioritaire contre les « social-traitres » à partir de 1924. Entre les épurations constantes de leur appareil, les reculs scandaleux comme l'abandon de la grève générale lancée en octobre 1923 en Silésie et l'inféodation à l'U.R.S.S., ils désorientent ou laminent leur propre base et le mouvement ouvrier dans son ensemble.

²² POULANTZAS Nicos (1970) : *Fascisme et dictature – la 3^e Internationale face au fascisme*. Paris, Maspéro, 406 p.

Le processus culmine avec l'Espagne où plus tard, à partir de 1936, les républicains, les socialistes et les staliniens sabotent consciemment l'effort révolutionnaire seul capable de vaincre Franco de façon décisive, ni de la complicité à peine honteuse des démocraties occidentales, en particulier du Front populaire français, qui refusent d'intervenir à ce moment, contrairement aux nazis et aux fascistes qui aidèrent les franquistes. Il faut dire que, dans le camp anti-franquiste, l'une des principales forces est incarnée par les anarcho-syndicalistes et les anarchistes de la C.N.T.-F.A.I. et que les réalisations révolutionnaires (collectivisations dans la Catalogne industrielle et dans l'Aragon rurale, autogestion, refus de la militarisation et création de milices populaires...), constituent des choses que ni les Staliniens, ni les démocrates n'étaient prêts à accepter.

Il importe de souligner que si les fascistes et les nazis ont pu s'avancer aussi facilement c'est que les socio-démocrates avaient dégagé la voie en accomplissant le sale boulot voulu par la bourgeoisie face aux vagues d'agitation : écraser les forces révolutionnaires. En Allemagne, c'est le ministre social-démocrate Noske qui réprime l'insurrection spartakiste de janvier 1919 et la « République des conseils » de Bavière en avril de la même année. Rappelons aussi qu'il n'hésite pas à se passer de l'armée régulière en ayant recours à des corps francs recrutés dans la masse des va-t-en guerre récemment démobilisés et aigris par la défaite de 1918.

Ce sont donc les socio-démocrates qui ont inauguré la méthode des bandes armées parallèles, méthode que reprendront avec succès les *fasci* italiens et les S.A. allemandes. En Italie, ce sont les bureaucraties syndicales socialistes qui négocient avec le gouvernement pour briser le mouvement d'occupation des usines en été 1920, permettant au directeur du quotidien socialiste *Avanti !*, un certain Benito

Mussolini, de se frayer un chemin vers le pouvoir ²³. Les jeux sont ainsi faits en 1921 ! L'écrasement des makhnovistes et de la commune de Kronstadt par les bolcheviques en Union soviétique ne fait que répondre à l'écrasement des insurrections révolutionnaires en Allemagne, en Italie, en Hongrie et ailleurs. Partout dans le monde, la contre-révolution a triomphé : la voie est libre pour le capitalisme d'État, fasciste ou stalinien.

Pourquoi les socialistes ont-ils voté Pétain ?

En France, le Front populaire guidé par Léon Blum a empêché la révolution en 1936, laissé crever la révolution espagnole, et a enfermé les révolutionnaires espagnols dans des camps de concentration, révolutionnaires que le régime de Pétain pourra livrer aux fascistes. C'est ce même Léon Blum qui s'étonne en 1939 de ce que l'on nomme à l'ambassade d'Espagne « *le plus noble, le plus humain de nos chefs militaires* », le maréchal Pétain ! Rappelons enfin que c'est l'Assemblée nationale, c'est-à-dire la réunion de la Chambre des députés (celle du Front populaire) et du Sénat, qui confie les pleins pouvoirs à ce même Pétain, le 10 juillet 1940. Sur les 670 députés et sénateurs alors réunis et sur les 549 suffrages exprimés, seuls 20 s'abstiennent et 80 votent contre. Parmi eux, on compte seulement un quart des parlementaires socialistes et un septième des radicaux, tandis que les communistes ne siègent pas car ils sont déchus de leur mandat (cf. infra). Léon Blum renonce à faire un discours d'opposition ²⁴.

²³ Voir par exemple le numéro d'*Itinéraire* sur Errico Malatesta, n° 5/6 de juin 1989 et l'article de Giorgio SACCHETTI « Face au fascisme », p. 62-65. Ou encore : MANFREDONIA Gaetano (1994) : *La lutte humaine – Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*. Paris, Éd. du Monde Libertaire, 418 p.

²⁴ SADOUD Marc (1982) : *Les socialistes sous l'occupation – Résistance et collaboration*. Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 326 p.

Deux jours auparavant, le groupe des parlementaires socialistes s'était consulté pour choisir la politique à suivre, Léon Blum y exposa son refus de déléguer les pleins pouvoirs constituants à Pétain et seuls quatre députés font part d'une timide réserve. Deux jours après, revirement total. 90 parlementaires de la S.F.I.O accordent les pleins pouvoirs, 36 votent contre, 6 s'abstiennent, dont Léon Blum. Même si les socialistes représentent 45 % des opposants, il n'en reste pas moins que plus de la moitié d'entre eux se sont ralliés à Pétain. Autrement dit, les socialistes qui se proclamaient d'ardents démocrates anti-fascistes ont choisi de confier tout le pouvoir au nouvel homme fort, sans aucune garantie démocratique. Ils se gardent d'ailleurs bien de consulter leur propre base à ce sujet. La compromission socialiste va même plus loin puisqu'une large partie de l'appareil S.F.I.O. va « collaborer », à commencer par son secrétaire général, Paul Faure.

Du coup, lorsque le Premier ministre socialiste Lionel Jospin déclare, lors des premières polémiques qui éclatèrent au moment du procès Papon, qu' « *il faut le faire [l'effort de recherche sur notre passé], mais il n'y a pas de culpabilité de la France parce que, pour moi, la France était à Londres ou dans le Vercors, (...) parce que Vichy était la négation de la France, en tout cas la négation de la République* »²⁵, sachant que le régime vichyste a bel et bien été institué par l'ordre républicain, comme nous venons de le voir, nous sommes en droit de nous demander s'il ne nous prend pas pour des imbéciles... En tout cas, la conclusion inverse s'impose : Vichy, c'était la République, c'était la France, même si des individus et des organisations s'y sont opposés, et parmi eux les anarchistes²⁶.

²⁵ *Le Monde* du 23 octobre 1997.

²⁶ Groupe Puig Antich (1984) : *1944, les dossiers noirs d'une certaine résistance – trajectoires du fascisme rouge*. Éditions du C.E.S., supplément à « Infos & analyses libertaires », Perpignan, 236 p.

Les naïfs pourraient croire que les socialistes, sincères, se sont faits piéger dans la tourmente de juillet 1940, qu'une fois le climat de peur, de détresse et d'hésitation dissipé, ils tenteront de réagir et revenir à des dispositions plus conformes à leurs principes affichés, d'autant que le nouveau régime accentue son caractère pro-fasciste. Mais il n'en est rien, surtout pour l'élite de l'appareil. Mieux : la majorité des dirigeants socialistes ne vont pas hésiter à collaborer avec Pétain. Ils vont notamment siéger au Conseil national créé par la loi du 22 janvier 1941, un organisme consultatif prévu pour aider le gouvernement et pour élargir le soutien politique de Pétain. Le décret du 23 janvier nomme arbitrairement les 188 membres de ce conseil, dont 12 socialistes. Mais alors que la plupart de ces derniers apprennent leur nomination par la presse ou par la radio, aucun ne se récusé. Parmi les désignés, on remarque le nom de Paul Faure, secrétaire général de la S.F.I.O., et celui de René Brunet, ancien député nommé à la direction du Trésor à Vichy.

Certes, en se durcissant, le régime pétainiste va progressivement épurer ce Conseil national mais il faudra quand même attendre juin 1942 pour que l'on n'y trouve plus que trois socialistes, dont Paul Faure. La trajectoire du député socialiste Thivrier est à cet égard tristement exemplaire : bien qu'ayant voté contre les pleins pouvoirs, il est nommé au Conseil national, il s'y rend et n'en démissionnera que le 1er juin 1940, avant de finir comme opposant dans un camp de concentration. Après la guerre, les socialistes groupés au sein du « vieux parti socialiste S.F.I.O. » justifient leur participation au Conseil national car celui-ci « *devait être le signal d'un renoncement aux persécutions dont les républicains étaient l'objet, d'un retour progressif au régime représentatif et, bien mieux encore, d'une rupture avec la politique de collaboration* »²⁷.

²⁷ Archives Zyromski.

Les Conseils généraux et municipaux sont dissous puis rebâtis par le pouvoir central. Plusieurs socialistes en font les frais mais aucun ne réagit ouvertement, aucun conseil général ne démissionne et seuls neuf maires se démettent de leur mandat. En fait, un grand nombre de socialistes s'accrochent à leur fauteuil, et y parviennent. André Morizet (1876-1942), député-maire de Boulogne-Billancourt, membre turbulent de la S.F.I.O. et admirateur de Trotski, évoquera par la suite l'argument classique pour justifier ce choix : *« En 40, je suis resté de même à mon poste, par devoir comme l'ont fait ici 70 maires sur 80 »*.

L'historien Marc Sadoun commente : *« A l'image des parlementaires, les élus locaux s'engagent peu sur des positions extrêmes ; traditionnellement portés par leur fonction au compromis, aux positions centristes, ils se confinent le plus souvent dans un attentisme prudent, évoluant, comme l'ensemble de la population, au rythme des événements de politique intérieure et surtout des nouvelles du front. Au-delà des justifications postérieures qui mettent volontiers l'accent sur la nécessaire résistance aux abus du pouvoir et de l'occupant, il semble bien qu'en général ce soit le souci de sauvegarder son poste, à un moment où l'effacement des procédures démocratiques ôte toute protection statutaire, qui guide le notable socialiste »*.

Le socialiste Georges Rougemont résumera la position de ses congénères de l'Allier : *« À peu près partout où elles eurent lieu, les consultations d'amis locaux opinèrent favorablement, se fondant sur la formule du moindre mal : mieux valait rester dans la place que laisser d'autres s'y installer, même s'il en coûtait quelques compromis »*.

Le moindre mal, rester dans la place, si ce n'est pas moi c'est un autre – un méchant – qui prendra la place, être patient : refrains connus dont on sait où ils mènent et mèneront encore ! Certes, des socialistes ont rejoint la Résistance, plusieurs en jouant le double jeu comme un certain François Mitterrand. D'autres reconstitueront un nouveau parti socialiste en

clandestinité, comme un certain Jules Moch (1893-1985), beaucoup plus connu pour avoir, après la guerre, créé les C.R.S. afin de contrebalancer l'armée des conscrits qui renâclaient à briser la grande grève des mineurs. Cette politique du moindre mal coûte, hier comme aujourd'hui, bien des rémissions, des trahisons, des infamies. Mais ne s'agit-il que de cela ? Nous verrons plus loin que non.

Certes, le Parti communiste français échappe à l'infamie du vote des pleins pouvoirs à Pétain pour la simple raison qu'il était alors interdit, dissous, et ses députés déchus. Mais il faut revenir sur les raisons de cette interdiction et se souvenir qu'elle était due au soutien officiellement apporté par le P.C.F. au pacte germano-soviétique d'août 1939. C'est bien parce que les communistes français s'étaient alignés sans vergogne du côté de l'alliance Hitler-Staline qu'ils s'étaient retrouvés hors la loi. N'oublions pas que le « défaitisme révolutionnaire » qu'ils vont un temps proclamer à la fin de 1940 – mot d'ordre correct pour des motifs incorrects – et qu'ils renieront dès l'année suivante (soutien à la Résistance, préparation de l'image du « parti des fusillés ») – succède à leur approbation des crédits de guerre au parlement, le 26 septembre 1939, soit la veille du décret de dissolution du parti !

Choqués par le soutien apporté au pacte germano-soviétique, de nombreux militants quittèrent l'organisation communiste, et pas des moindres : plusieurs parlementaires, des élus locaux, des syndicalistes et même des membres du bureau politique. C'est l'époque où les communistes fidèles au parti se font traités de « nacos » (nazis-communistes) par les révolutionnaires authentiques. Cette sombre période, l'historiographie officielle du parti se garde bien de la révéler, de même qu'elle oublie les démarches faites par des hauts responsables du parti auprès des autorités d'occupation allemandes – toujours en vertu du pacte germano-soviétique – pour faire reparaître légalement *L'Humanité*. Envoyé par le Komintern, Jacques Duclos (1896-1975), vice-président communiste de la Chambre en 1938, gravit allégrement les

marches de la Kommandantur pour la besogne. *L'Huma* du 7 juillet 1940 titre d'ailleurs de remettre « La France au travail »... tout un programme que l'on retrouvera... après la guerre lorsque des ministres communistes figureront au gouvernement !

Quelle est la fonction de la gauche ?

De nos jours, la social-démocratie française tente de faire oublier ses responsabilités historiques ou les épisodes peu glorieux de son passé plus récent, comme la guerre d'Algérie pendant laquelle un certain Mitterrand ministre de la IV^e République déclarait à propos de l'insurrection algérienne que « la seule négociation, c'est la guerre ». Elle n'a pas hésité, toujours en la personne de Mitterrand, à jouer avec le feu vis-à-vis du Front National. C'est bien la gauche qui a modifié le scrutin en 1986 pour tenter de conserver la majorité mais qui ce faisant, grâce à la proportionnelle, a permis au F.N. de siéger à l'Assemblée nationale, dûment stipendié par le contribuable français. C'est encore elle qui se réjouit en catimini de l'ascension d'un F.N. censé diviser les forces de la droite classique. C'est encore elle qui soutient et applique un programme rigoureusement capitaliste dont la rigueur ouvre un peu plus la porte à la démagogie et au populisme du F.N..

On peut même dire que plus le discours lepéniste se « démocratise » pour ratisser large dans la perspective des élections et pour mordre sur la droite classique, plus le discours socialiste, lui, se droitise. Le fameux « droit de vote aux immigrés » évoqué par Mitterrand avant les élections présidentielles de 1988 afin de diviser la droite et de gonfler le F.N. est abandonné une fois l'heureux élu. Puis Mitterrand déclare : « *Il y a un seuil de tolérance à ne pas dépasser* ». C'est encore lui qui parle de la chasse aux clandestins alors que les plus grands chantiers de la République (des J.O. d'Albertville à la T.G.B.) sont réalisés grâce à leur force de travail. Enfin, on en arrive à une remise en cause du code de la

nationalité, projet chéri de la droite chiraquienne, et Edith Cresson, alors premier ministre, déclare à ce sujet : *« Il ne me choquerait pas qu'il y ait une inscription à la mairie pour indiquer qu'on désire être français à 18 ans. Ce n'est pas un grand virage, mais il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas »*. Du coup, S.O.S. Racisme lui-même s'indigne : *« Veut-on donner du grain à moudre à l'extrême droite ? »*.

De la dénonciation du « charter » à Pasqua, on est passé à des compagnies entières avec Cresson puisque sur 100 000 demandeurs d'asile l'Etat va en expulser entre 90 et 95 000, ce qui fait dire à leurs avocats : *« On a été naïfs de croire Jean-Louis Bianco »*. Des droits de l'ouvrier à l'atelier, et autres lois Auroux, on est passé à l'intervention des CRS, à la dénonciation des piquets de grève et aux enquêtes sur les « saboteurs ». Laurent Fabius, alors qu'il était Premier ministre, avait déjà déclaré *« Le Pen pose les bonnes questions mais apporte les mauvaises réponses »*. Rocard avait surenchéri en s'apitoyant : *« On ne peut pas accepter toute la misère du monde »*. La droite aurait-elle fait mieux ?

Soi-disant à cause de son image et de son « humanisme », la gauche aurait les coudées moins franches : lorsqu'elle est dans l'opposition peut-être, mais pas quand elle est au pouvoir. C'est quand même deux députés socialistes qui se sont rendus au parlement avec des foulards sur la tête au moment de l'affaire des tchadors. Tout cela n'est que de la démagogie. L'immigration nord-africaine sur laquelle se cristallise la haine politique est vitale pour l'économie française et pour les bénéfices du capital. C'est d'ailleurs le problème actuel de l'Allemagne qui a un besoin urgent de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs immigrés sous peine d'asphyxie économique.

Triste rebelote après le catastrophique épisode Juppé au gouvernement, suite à l'élection de Jacques Chirac à la présidence. Le durcissement de l'appareil législatif contre les immigrés culminent avec le projet de loi Debré-Philibert. Le peuple se réveille, des groupes de sans-papiers prennent le

formidable courage d'apparaître au grand jour et de poser des revendications à un minimum de dignité humaine. Des intellectuels se mobilisent, des milliers d'individus descendent dans la rue, le candidat Jospin déclare qu'il abrogera les lois Pasqua-Debré et de bonnes âmes proclament qu'au moins, avec la gauche, ce ne sera pas pire. Las, quelques mois à peine après les premiers coups fourrés (Vilvorde) et les premières reculades (privatisation de France Télécom, démantèlement en catimini de la Sécu...), Jospin proclame au nom de la « gauche plurielle » qu'il n'abrogera pas les lois Pasqua-Debré et le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement concocte un projet de loi qui n'a rien à envier à ses prédécesseurs.

Ayant publiquement appelé à une régularisation partielle des sans-papiers, plusieurs milliers d'entre eux se précipitent dans les préfetures mais, sachant que tous n'obtiendront pas satisfaction, on peut malheureusement s'attendre à des vagues d'expulsions par charters de gauche. Pour le gouvernement Jospin, qui brise habilement la grève des chauffeurs routiers au début de novembre 1997, avec l'habituelle complicité de la C.F.D.T. qui, il n'y a pas si longtemps, roulait pour Juppé lors du mouvement de novembre-décembre 1995 en faveur de la Sécu et l'habile tactique du ministre communiste Gayssot judicieusement placé aux Transports (comme Fiterman sous Mitterrand, c'est décidément une autre habitude), la libre circulation des individus par-delà les frontières relève de l'utopie alors que la libre circulation des marchandises pour le plus grand profit des capitalistes ne doit pas être entravée par la moindre grève et doit être consacrée comme un principe inviolable. La « gauche plurielle » a choisi son camp, celui de la bourgeoisie.

Mais il ne faut pas s'arrêter sur l'image humaniste, généreuse et sincère que les dirigeants de la gauche cherche à s'attribuer d'elle-même, ni à se donner le change sur ce qui serait naïveté ou pusillanimité de leur part. La gauche occupe historiquement une fonction politique précise. Quand elle passe au pouvoir, ce n'est pas pour nous rendre le capitalisme

agréable mais bien au contraire pour le sauver. Soit elle vient en période pré-révolutionnaire pour empêcher la révolution sociale, soit, comme maintenant, en période de crise économique pour faire accepter aux travailleurs ce que la droite n'aurait pu faire sous peine d'explosion sociale. Grâce au capital de confiance qu'elle possède dans la population, elle seule est capable d'imposer des sacrifices. Elle porte donc l'entière responsabilité du désarroi dans lequel se retrouve la population.

La gauche a déjà fait ses preuves dans ce domaine : c'est elle qui est responsable de la guerre d'Algérie pour laquelle elle a donné les pleins pouvoirs à l'armée, cautionnant la torture et les massacres à grande échelle. D'ailleurs, le général Bigeard, spécialiste de la torture, celui qui tous les soirs envoyaient des camions pour ramasser les morts d'interrogatoires qu'on jetait à la mer et qu'on a surnommés « les crevettes de Bigeard », pouvait déclarer en 1981, alors qu'il était député R.P.R., à propos de la victoire de la gauche : « *Vous savez, ça ne me gêne pas. J'ai fait deux guerres coloniales. Toutes sous régime socialiste* ». Même un Le Pen n'a jamais eu autant de sang algérien sur les mains qu'à l'époque où il était aux ordres des socialistes, et notamment de Mitterrand qui ne l'était pas encore, socialiste, mais qui était déjà ministre de l'Intérieur.

On peut même aller plus loin : comme le confirment l'histoire et les faits déjà évoqués, la gauche a presque toujours précédé le fascisme, la gauche mène au fascisme ! Alors qu'en Allemagne le parti socialiste et le parti communiste étaient les plus importants d'Europe et que l'extrême droite ne représentait rien, ils ont livré la classe ouvrière à Hitler en la désarmant politiquement et en refusant de faire la révolution. N'oublions pas que, plus tard et à l'autre bout du monde, c'est Allende en personne qui a confié le commandement de l'armée à Pinochet, avant que celui-ci ne se retourne contre lui. La social-démocratie tout le comme le fascisme ne sont que des visages variables du capital et de l'État, objectivement et subjectivement complices. Demander à l'un de s'attaquer à

l'autre reviendrait à demander à l'État de se dissoudre et au Capital de se communiser.

Mais les socio-démocrates ne jouent pas seulement historiquement le rôle de sales besogneux, de malheureux fourriers du fascisme. Ils préparent idéologiquement et politiquement les nouvelles formes de l'État et du Capital, fascistes y compris. Déjà, dans la période d'avant-guerre, certaines convergences idéologiques et certains itinéraires, comme celui du brillant Marcel Déat (1894-1955) – de même Gaston Bergery (1892-1974) chez les radicaux et Jacques Doriot (1898-1945) chez les communistes –, laissent entrevoir des justifications idéologiques pour un ralliement vers le fascisme ²⁸. Henri De Man (1885-1953), tête pensante du socialisme en Belgique, écrivait ainsi dans son célèbre ouvrage *Au-delà du marxisme* (1927) qu'il fallait « *préparer les esprits à l'évolution vers un socialisme véritablement national* », soulignant que « *plus le socialisme devient le véhicule de l'idée de l'Etat, plus il devient aussi le véhicule de l'idée de la nation qui s'incarne dans l'Etat* ». Un Chevènement qui nous promet de réconcilier le socialisme et la nation ne nous inspire aujourd'hui pas plus de confiance.

Ces nouvelles formes, ne nous les connaissons pas encore complètement, et pour cause. Ne nous focalisons donc pas sur l'apparence révolue d'un fascisme historique qui serait réincarné en Le Pen, ni sur sa réplique anti-fasciste de gauche, son miroir, son alter ego, alors que les mouvements profonds du capitalisme peuvent nous concocter de nouvelles horreurs... N'oublions pas que le fascisme était loin d'être synonyme d'horreur à l'époque où il est né, et qu'il a séduit bien des gens, des masses jusqu'aux couches intellectuelles. Et s'il a perdu, ce n'est pas à la suite d'une révolte populaire mais bien grâce à l'avancée des troupes américaines ou soviétiques !

²⁸ BURRIN Philippe (1986) : *La dérive fasciste – Doriot, Déat, Bergery – 1933-1945*. UH, Seuil, 536 p.

Quel goût a la pastille Vichy de Tonton ?

Un épisode va nous confirmer l'ensemble de ces tendances. Au cours de l'été et de l'automne 1995, le monde politico-médiatique s'est en effet brusquement ému du passé pétainiste de François Mitterrand, président de la République française, passé déjà bien connu par ceux qui voulaient s'en donner la peine et soi-disant révélé par l'ouvrage de Pierre Péan qui, il est vrai, eut le mérite d'apporter de nouvelles preuves²⁹. Ce fut un beau moment d'hypocrisie, avec son cortège de faux étonnements, de véritables chausse-trappes et de jolies peaux de banane. Tout le monde savait que le passé de François Mitterrand était pour le moins nébuleux. Mitterrand décoré de la francisque, Mitterrand fonctionnaire de Vichy, Mitterrand ami de Bousquet, Mitterrand résistant !

Que Mitterrand ait utilisé cela comme couverture et qu'il ait joué ou non le double jeu pendant la guerre, cela nous est difficile de le savoir vraiment, ou d'évaluer à partir de quand ce fut sincère, mais une chose est sûre : il a réussi là où d'autres ont échoué dans le cynisme et l'opportunisme nécessaires pour parvenir aux commandes. Doit-on s'en étonner ? Doit-on aussi oublier qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de personne mais de tout un système, de toute une logique ? Celle du pouvoir, de l'autorité politique, de l'État et de sa raison, que les avatars du procès Papon, jugé après des décennies de lenteur par une justice qui se montre beaucoup plus rapide et beaucoup plus sévère pour les voleurs de mobylette, se chargent encore de nous rappeler ...

Quant à prétendre que l'on ignorait tout des lois anti-juives ou des camps de concentration, il ne faut pas manquer d'un certain culot pour quelqu'un qui aspirait à de hautes fonctions... Et demain, si une nouvelle dictature se mettait en place, combien d'entre nos patrons et dirigeants ne s'y rallieraient-ils pas ? Au-delà du fascisme, c'est bien une société

²⁹ PÉAN Pierre (1995) : *Une jeunesse française – François Mitterrand, 1934-1947*. Paris, Fayard, 616 p.

autoritaire et inégalitaire, d'Etat et de classes, qui montre encore toute son horreur et son hypocrisie. Tout le monde oublia bien entendu de rappeler que c'était la Chambre du fameux et mythifié Front Populaire qui avait remis les pleins pouvoirs à Pétain : la gauche parce qu'elle fait tout pour l'effacer, la droite parce qu'elle a tout autant trempé dans cette affaire.

Ceux qui n'avaient cessé de rappeler que François Mitterrand, président ou non, fleurissait chaque année la tombe de Pétain, et que ce n'était pas un hasard, n'avaient alors rencontré que le mépris de la médiocratie et le dédain du peuple de gauche. Mais, décidément, les amitiés contractées au cours de la guerre doivent couvrir bien des dossiers compromettants pour les membres de la classe politique qui nous gouverne toujours. Bousquet, ancien chef de la police de Vichy, et donc l'un des plus informés de toutes les ignominies commises à cette époque, savait bien que le pouvoir nouveau allait lui passer l'éponge. On apprend même que le président Mitterrand a donné des instructions pour freiner le jugement des affaires les plus chaudes : allons donc, la justice ne serait-elle pas indépendante du pouvoir ?! Quel scoop !

Plus profondément, cette affaire nous permet de revenir sur la nature du régime de Vichy, et sur ce que cache réellement celui-ci. Quoi qu'aient pu en dire tous les démocrates de l'après-guerre qui ont réécrit l'histoire sur le dos des amnésies rapides et des collaborations honteuses, le régime de Vichy n'est pas une erreur de parcours. Il correspondait en fait à une évolution profonde du capitalisme en France, comme dans le reste du monde. Certes, la présence allemande explique certains comportements et certaines contraintes mais, on le sait, les vichystes se sont révélés dans bien des domaines plus nationaux-socialistes que les nazis eux-mêmes.

Le pétainisme, tout comme le fascisme, le nazisme et, dans une autre mesure, le stalinisme, fut une tentative de la part de la bourgeoisie, et d'une certaine partie du peuple, de remédier aux dysfonctionnements du capitalisme. Une fois le danger de la

révolution russe écartée, ces régimes autoritaires, qui avaient d'abord eu pour fonction d'accomplir une véritable « contre-révolution préventive », comme l'a bien décrit Luigi Fabbri, ont ensuite évolué vers une modernisation du système capitaliste sous la pression, notamment, de la grave crise économique de 1929. Ils sont en effet caractérisés par des tentatives de régulation, de planification, de dirigisme, d'intégration du syndicalisme, de dépassement du parlementarisme bavard. Le pétainisme rallia autour de ce projet des personnalités d'horizons différents mais unies par cette aspiration à la modernisation, les « néo » de tous les partis, notamment de gauche, et autres « planistes » à la Bergery, Déat, Marquet ou de Jouvenel.

Le capitalisme familial à la grand-papa, arque bouté autour de quelques familles, accrochées à leurs privilèges, bêtement frileuses dans leur gestion sociale, sans grand esprit d'innovation, reliées à une classe politique plus avide de discours que de gestion, devait laisser sa place à une technobureaucratie efficace, active, moderne. C'est ce qui s'est passé avec Vichy, au moins dans les premiers temps, avant que les dissensions internes, en particulier sous la pression de la Résistance, ne laissent la place aux plus exaltés qui ont fait le vide autour d'eux.

C'est sous Pétain que l'appareil techno-bureaucratique d'État s'est véritablement instauré en France, mettant en place des institutions qui perdurent de nos jours (ordres des médecins, des architectes, des avocats), des politiques novatrices qui constituent une prémisse avant la lettre des politiques écologistes (première loi sur la protection des sols contre les engrais chimiques, office de la chasse, mystique du retour à la terre, première officialisation de l'enseignement des langues régionales, régionalisme) ou économiques (office du blé, etc.). Même les réformes qui restèrent inachevées ont ressurgi ultérieurement, comme celles des collectivités régionales. Le projet de la Commission des provinces du Conseil national, qui propose en 1941 un découpage en vingt

grandes régions dotées de nouveaux pouvoirs administratifs, politiques et économiques, ressemble ainsi furieusement à celui des vingt-deux régions-programmes qui sera adopté en 1955, avec tous ses succédanés ou avatars depuis le projet De Gaulle en 1969 jusqu'aux lois Defferre en 1982. Quant au corporatisme, on le voit réapparaître avec force grâce aux bons soins de tous les adeptes actuels de la subsidiarité et du christianisme social, lequel inspira d'ailleurs le pétainisme, les Delors, Guigou, Royal, Aubry, etc. Depuis, la bourgeoisie a bien compris que, plutôt qu'un régime à la Pétain ou une dictature, il valait mieux la démocratie, quitte à la blinder avec des lois à la Pasqua, pour que le peuple entérine lui-même sa propre domination et sa propre exploitation.

L'idéologie qui sous-tendait cette modernisation bourgeoise et capitaliste, on la retrouve sans peine aujourd'hui, une fois débarrassée des oripeaux datés et rendus obsolètes par l'évolution des relations internationales : c'est celle du consensus social, de l'inutilité des idéologies, du grand rassemblement national au-dessus des partis, voire sans eux ou contre eux. Mais nous, qui voulons que le monde change, nous ne sommes pas partisans de cette pseudo paix sociale qui masque les affrontements de classe, même si nous savons que les gens restent sensibles à la rhétorique du mot « paix ». Or c'est précisément au nom de la réconciliation nationale que François Mitterrand a plaidé non coupable, et on retiendra que cette argumentation a recueilli les faveurs de la classe politique, de la gauche à l'extrême droite. Et pour cause !

Après les pseudo révélations sur Mitterrand, le peuple de gauche s'est retrouvé une nouvelle fois trompé, floué, dupé. L'affaire visait probablement à le déstabiliser dans la perspective des prochaines présidentielles, mais de ces petites manœuvres dont nous ne sommes pas dupes nous n'en avons cure : ce que nous voulons, c'est la vérité et la justice, et, abstentionnistes, nous n'avons aucun candidat à défendre. Les événements confirment la justesse de la position anarchiste : non seulement le pouvoir est maudit, comme le disait Louise

Michel, mais il importe plus que jamais de se battre pour organiser la société de façon autogestionnaire, par la fédération des conseils de producteurs, des communes libres et des associations diverses, débarrassée de la gangue de l'État et du parasitage des politiciens.

Pourquoi le Front national est-il écologiste ?

Depuis la seconde guerre mondiale, la situation économique, sociale, culturelle et politique a considérablement évolué. L'extrême droite elle-même ne peut échapper à un certain nombre de mutations. Mais derrière certaines modifications de formes, on retrouve une certaine constante dans les fondements politiques, y compris dans des domaines que l'on ne soupçonnerait pas, comme l'écologisme. Il est important de se pencher un moment sur cette question pour montrer, et comprendre, comment des thèmes jugés a priori anti-autoritaires appartiennent en fait à la sphère autoritaire, comment ils font leur chemin tous azimuts et comment la sphère politico-idéologique fonctionne au-delà des étiquettes partisans.

Bien que ce fait soit souvent ignoré, le Front national a toujours défendu des positions écologistes. Ce thème est même l'un des principaux chevaux de bataille du parti. Aika Lindbergh, membre du Conseil National du F.N. et présidente du Cercle national pour la défense de la vie, de la nature et de l'animal fondé en 1985 par Jean-Marie Le Pen, explique pourquoi elle est rentrée dans cette organisation : « *Je me suis aperçue qu'il [Jean-Marie Le Pen] était passionné de protection de la nature, passionné d'éthologie aussi, qui était ma spécialité* ». Avec son mari, elle a en effet mené des

réintroductions dans la nature d'espèces en voie de disparition, au Brésil notamment ³⁰.

Alika Lindbergh se sent « singulièrement proche » des positions écologistes défendues par les Verts : « *La position des Verts est totalement défendable. J'ai moi-même travaillé avec Greenpeace dans le passé et je les aime encore beaucoup mais je les aimais surtout à l'époque romantique du mouvement. (...) Évidemment, nous sommes contre le productivisme à outrance ; il faut revenir à des méthodes qui sont peut-être moins rentables mais qui ne mettent pas la survie de la planète en danger. (...) Le Front national en général et M. Le Pen en particulier sont toujours contre le nucléaire. M. Le Pen trouve cela très inquiétant et pense qu'il faut absolument développer les énergies alternatives* ». Et Alika Lindbergh d'énumérer les mesures prises par le F.N. en faveur de l'environnement : opposition au barrage de Serre de la Fare sur la Loire avec solutions de rechange ; propositions pour la lutte contre les incendies de forêt, la protection de la pêche, le rééquilibrage de la chasse et pour l'agriculture biologique.

Au nom du Front national, Roland Gaucher défend ainsi à l'assemblée européenne des positions écologistes après l'accident de Tchernobyl (séance du 15 mai 1986). Jean-Marie Le Pen fait de même à l'assemblée nationale française (séance du 14 mai 1986). La position anti-nucléaire du Front national est classique : elle dénonce le gaspillage actuel de l'énergie, les dangers de la radio-activité, l'insuffisance de la sécurité et elle proclame la nécessité de développer des énergies de remplacement. Bien sûr, toute l'extrême droite n'est pas aussi farouchement écologiste. Des pro-nucléaires existent à l'intérieur du Front national, mais tous les conseils nationaux du parti qui se sont opposés au nucléaire l'ont fait sans contestation. Le Parti Ouvrier Européen, qui est sur des

³⁰ LINDBERGH Alika (1991) : Interview in *Industrie et environnement*, supplément au n° 20 du 6 mars ; cf. également ses propos rapportés par Christophe NICK in *Actuel*, octobre 1991, « Les écolos fachos » p. 8-20.

positions différentes, est anti-écologiste et pro-nucléaire mais ce n'est qu'un groupuscule.

Bruno Maigret, l'un des dirigeants du F.N., affirme que « *l'écologie véritable va de pair avec la défense de l'identité (...). Elle pose comme essentielle la préservation du milieu ethnique, culturel et naturel de notre peuple (...)* ». Parlant du peuple français comme d'une « espèce », il ajoute : « *Nous ne voulons pas être les mammoths et les pandas de l'espèce humaine* » et conclut : « *Pourquoi se battre pour la préservation des espèces animales et accepter, dans le même temps, le principe de disparition des races humaines par métissage généralisé ?* »³¹.

Les fascistes jouent avec jubilation de la peste émotionnelle qui accompagne le catastrophisme écologiste, celui qui nous prédit régulièrement la fin de la planète, la disparition de l'eau potable et l'holocauste écologique. Certaines des phrases de Wilhelm Reich qui examina cette peste émotionnelle des années brunes s'appliquent encore étonnamment à notre époque et à certaines expressions de l'intégrisme naturaliste : « *Sursaut idéologique d'une société à l'agonie, tant au point de vue sexuel qu'économique, qui se révolte contre les aspirations douloureuses mais irrévocables de la pensée révolutionnaire à la liberté sexuelle autant qu'économique, liberté qui inspire une peur mortelle ou réactionnaire* »³². Que ceux qui s'étonneraient de l'existence d'un problème sexuel à notre époque malgré l'héritage soixante-huitard ou qui s'esbaudiraient de la lointaine perspective révolutionnaire songent au SIDA, à l'utilisation castratrice de la menace d'une pandémie sidéenne, à la drogue et aux soubresauts politiques des pays de l'Est et de la plupart des pays dits du tiers-monde.

³¹ LINDBERGH Alike (1991) : Interview in *Industrie et environnement*, supplément au n° 20 du 6 mars ; cf. également ses propos rapportés par Christophe NICK in *Actuel*, octobre 1991, « Les écolos fachos » p. 8-20.

³² LINDBERGH Alike (1991) : Interview in *Industrie et environnement*, supplément au n° 20 du 6 mars ; cf. également ses propos rapportés par Christophe NICK in *Actuel*, octobre 1991, « Les écolos fachos » p. 8-20.

Les fascistes ne peuvent que se retrouver dans les pulsions mortifères qui caractérise la « grand-peur écologique » que dénonce par exemple Félix Guattari et les utiliser à leur profit : « *On focalise notre attention sur des catastrophes à venir alors que les vraies catastrophes sont déjà bel et bien là, sous notre nez, avec la dégénérescence des pratiques sociales, avec une mass-médiatisation abêtissante, avec une foi collective aveugle dans l'idéologie du « marché », c'est-à-dire, en fin de compte, l'abandon à la loi du grand nombre, à l'entropie, à la perte de singularité, à l'infantilisation généralisée (...). Qu'on ne s'y trompe pas, la nouvelle mode du catastrophisme écologique n'est pas sans rapport avec cette pulsion de mort collective (...). Dans une ambiance de passivité mass-médiatique, plus on évoque la catastrophe, plus elle est inconsciemment désirée* »³³.

De même, le thème de la « bonne » nature souillée et dégradée par l'homme et ses détritrus » découle « *du fonds commun inconscient de la mère protectrice et nourricière et du complexe d'Œdipe. Le terme de « viol » de la nature si souvent utilisé laisse d'ailleurs soupçonner la charge œdipienne de ce jugement de valeur, à moins que ce ne soit une survivance de la coercition parentale qui accompagne le stade anal* » précise avec juste raison Henri Laborit³⁴. Les écologistes qui en appellent au renforcement des interdictions, des mesures autoritaires, qui sont prêts à placer un gendarme derrière chaque voiture qui ne serait pas munie de son macaron anti-pollution, et qui légitiment donc un durcissement systématique de l'État, font, qu'ils le veuillent ou non, le lit de l'idéologie fasciste.

³³ LINDBERGH Alike (1991) : Interview in *Industrie et environnement*, supplément au n° 20 du 6 mars ; cf. également ses propos rapportés par Christophe NICK in *Actuel*, octobre 1991, « Les écolos fachos » p. 8-20.

³⁴ LABORIT Henri (1985) : *Biologie et structure*. Paris, Idées/Gallimard, 194 p.

Le fascisme était-il écologiste avant la lettre ?

Il ne faudrait pas croire que les thèses écologistes de l'extrême droite ne sont que de vulgaires ralliements opportunistes et électoralistes. Le programme écologiste du Front national français, et en particulier sa position farouchement anti-nucléaire, remontent avant les années quatre-vingts qui ont vu le succès de Jean-Marie Le Pen³⁵. On ne peut soupçonner le F.N. de vouloir simplement récupérer les mécontents dans ce domaine car ce sont des thèses depuis toujours inhérentes à sa doctrine. Les convergences s'effectuent bel et bien sur le fond des choses : naturalisme qui prétend justifier l'inégalité des conditions, sociobiologie et néodarwinisme qui imposent le principe des meilleurs et des plus forts, valorisation du sol et mythe de l'enracinement, néoruralisme anti-cosmopolite, sentiments maurassiens du retour à la terre et du régionalisme, néo-mysticisme qui propage la foi, attaques contre la science et le matérialisme. Le philosophe italien Gentile, partisan de Mussolini, voyait ainsi dans le fascisme avant tout une révolte contre le positivisme, qui engendre « *le régime de l'or, régime essentiellement niveleur, matérialiste et cosmopolite* ».

Ainsi, le 8 novembre 1940 fut inauguré un chêne Maréchal Pétain dans la forêt de Tronçais, aux confins septentrionaux du Bourbonnais. Le Maréchal vint en personne prononcer un discours où il déclara à propos de l'arbre : « *Je viendrai, de temps à autre, lui demander conseil et m'inspirer de son exemple (...)* »³⁶. Dansons avec les chênes ? Propos qui ne s'éloignent guère de ceux que tiennent actuellement les gourous actuels de la *deep ecology* comme Jim Nollman : « *L'écologie spirituelle part du principe que les animaux et les plantes (qui sait où se situe la démarcation ?) possèdent une*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

conscience, une intuition, une perception à part entière – ainsi que probablement le sens de l’amour et de la sagesse »³⁷.

Certes, sous Pétain, les références à la nature sont plutôt de type allégorique, sentimental et peu sophistiqué. Mais derrière la simplicité des propos se cachent des positions idéologiques marquées que l’on retrouve dans des propos écologistes contemporains, sans qu’il y ait forcément filiation directe, là n’est pas le problème. Le pétainisme s’est fait le chantre, lui aussi, d’un apparent bon sens paternaliste, via l’exaltation d’une certaine idée de la nature, d’une façon que n’aurait pas renié le néo-pétainiste Cousteau³⁸.

Le pétainisme glorifie le « terroir », le « pays »³⁹. On connaît le fameux mot du philosophe Emmanuel Berl, encore un transfuge de la gauche vers l’extrême droite, repris par le Maréchal où la nature est érigée en sujet de sagesse : « *La terre, elle, ne ment pas* ». C’est également Paul Claudel écrivant à propos de l’arbre : « *De même, que je me tienne droit ! Que je ne perde pas mon âme ! Cette sève essentielle, cette humidité intérieure de moi-même, cette effervescence, dont le sujet est cette personne que je suis, que je ne la perde pas en une vaine touffe d’herbe et de fleurs ! Que je grandisse dans mon unité ! Que je demeure unique et droit !* »... Ce même Claudel qui déclamait à propos de Pétain en Noël 1940 : « *France, écoute ce vieil homme qui sur toi se penche et qui te parle comme un père ! Fille de Saint-Louis, écoute-le et dis : en as-tu assez maintenant de la politique ?* » Ou encore le poète Thieuret dédiant ces vers au Maréchal : « *Au plus profond des bois la patrie a son cœur / Un peuple sans forêt est un peuple qui meurt.* »

L’attachement à la terre, cher aux écologistes, est caractéristique des mouvements fascistes⁴⁰. On le constate en

37 *Ibid.*

38 *Ibid.*

39 *Ibid.*

40 *Ibid.*

Allemagne avec la valorisation nazie du *Heimat*, le terroir natal, le chez-soi, la patrie. On le retrouve au Japon dans les années trente avec l'« agrarianisme » (*nôhonshugi*)⁴¹. On le voit se développer en France avec les « chemises vertes » du dorgérisme, mouvement agrarien qui précède dans les années 1930 le slogan pétainiste du « retour à la terre », mot d'ordre opportun et opératoire dans un pays qui était alors l'un des plus ruraux de l'Europe occidentale⁴².

Hitler écrit dans *Mein Kampf* (1934) : « Une bonne réserve de petits et moyens paysans a toujours été le meilleur rempart contre les maux sociaux dont nous souffrons actuellement ». Le pétainisme a fait l'apologie de la paysannerie, mettant abusivement sur le même plan les grandes et les petites exploitations. Lucien Romier (1885-1944), conseiller personnel de Pétain et ministre, qui soutenait la petite propriété fut finalement battu par l'équipe Le Roy Ladurie (Jacques) et Louis Salleron défendant un corporatisme favorable aux grands propriétaires, et qui réussira à rallier le fameux Henry Dorgères (1897-1985), leader des « chemises vertes ».

Certes, l'idée du retour à la terre n'est pas inhérente aux origines du fascisme, lequel fut d'abord un mouvement urbain en Italie, où Mussolini attendit l'année 1921 avant de s'adresser aux campagnes. Certes, le principe d'enracinement obéit à des motivations parfois diverses chez les fascistes et les écologistes. L'époque est de surcroît différente. Mais ses conséquences se ressemblent et se rassemblent étroitement autour du mythe de l'enracinement, débouchant sur les thèmes de « communauté organique » et de « territoire » qu'il faut défendre, protéger, conserver sinon purifier, ferments indispensables pour toute agitation ultranationaliste. *« L'imaginaire nationaliste est régi par le schème de l'enracinement : individus enracinés dans le sol familial, familles enracinées dans la communauté du peuple, peuple*

41 *Ibid.*

42 *Ibid.*

enraciné dans le sol de la maison nationale » rappelle Pierre-André Taguieff⁴³.

Le pétainisme considère la famille et la nation comme les plus petites unités naturelles l'une sur le plan sociologique l'autre sur le plan politique, et il les défend farouchement. Pétain déclare : « *L'homme tient de la nature ses droits fondamentaux mais ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'entourent : la famille qui l'élève, la profession qui le nourrit, la nation qui le protège* »... Le Pape Pie XII, consulté à propos de ce texte, amène Pétain à le modifier en remplaçant l'expression « la nature » par « sa nature »⁴⁴.

Le pétainisme multiplie enfin les attaques contre la science et l'instruction. Ce n'est pas hasard si les instituteurs, vecteurs du combat contre l'obscurantisme, sont particulièrement malmenés. Le P.P.F. de Doriot (Parti populaire français) se demandait déjà s'il ne fallait pas détruire les grandes villes, et il mettait en cause le progrès technique : lointain précurseur des Khmers verts ou rouges !⁴⁵. Pour Pierre Fournier (1937-1973), l'un des précurseurs de l'écologisme dans les années 1960 et fondateur du journal *La Gueule ouverte* qui proclame son « *obsession de l'enracinement* » et de la « *pérennité* », « *le nazisme, poussée irrationnelle d'instinct vital, (...) était une réaction de l'homme sauvage (chacun de nous), encerclé par la technologie* »⁴⁶. Quand on connaît la minutie technicienne des nazis pour gérer le flux des convois de la mort ou se lancer dans la course aux fusées avec les V2, on ne peut que constater les limites d'un tel propos.

Le national-socialisme eut des positions très radicales. Hitler écrit encore dans *Mein Kampf* : « *Notre planète a déjà parcouru l'éther pendant des millions d'années sans qu'il y eût*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid.*

des hommes et il se peut qu'elle poursuive un jour sa course dans les mêmes conditions si les hommes oublient qu'ils atteindront à un niveau supérieur d'existence non pas en écoutant ce que professent quelques idéologues atteint de démente, mais en apprenant à connaître et en observant rigoureusement les lois d'airain de la nature »⁴⁷.

Hitler déclare plus tard : « *A la fin du siècle dernier, le libéralisme détourné par le progrès de la science et de la technique proclama que l'homme maîtrisait la nature, et que bientôt il dominerait l'espace. Or une simple tempête suffit – et tout s'écroule comme un château de cartes »⁴⁸. Avant même l'apparition des grandes catastrophes écologiques, Hitler tient donc un discours catastrophiste, avec ses conclusions millénaristes et rédemptrices via le sauveur suprême qu'il incarnait lui-même, en tant que *Führer*, discours qui n'a pas grand-chose à envier aux prophéties des gourous de l' » écologie profonde ».*

Pour les nationaux-socialistes qui minimisent l'être humain, qui le péjorent, qui exaltent la Terre, il n'y a plus de liberté, il n'y a qu'un déterminisme implacable. « *La terre continue à tourner, que ce soit l'homme qui tue le tigre, ou le tigre qui dévore l'homme. Le plus fort impose sa volonté, c'est la loi de la nature. Le monde ne change pas ; ses lois sont éternelles » (Ib. 12/9/1941). L'homme « doit se conformer aux lois de la nature » (Ib.), bien que les êtres humains soient « les seules créatures vivantes à essayer de nier les lois de la nature ». On sait que nombre d'écologistes font référence de façon souvent ambiguës aux lois de la nature, y compris à travers le discours sur les « limites de la planète ».*

Tel est donc l'esprit de la « Philosophie de la vie » (*Lebensphilosophie*), ou vitalisme, du national-socialisme : la sanctification de la nature, la croyance absolue en la suprématie de la science, ou plus exactement sur une conception dévoyée

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

de la science, sur toute forme de croyance religieuse. « *L'homme qui vit en communion avec la nature se trouve nécessairement en opposition avec les Églises. Et voilà pourquoi elles s'acheminent vers la ruine – car la science est destinée à vaincre* » (Ib. 14/10/1941).

Les théoriciens-enseignants de la *Junkerschule* S.S. à Bad Tölz sont encore plus radicaux, comme Paul Brohmer : « *Le concept d'humanité (Menschheit) est un non-sens biologique* ». L'anthropologie doit donc s'inscrire dans un contexte biologique. « *Selon notre conception de la nature, l'homme est un maillon dans la chaîne de la nature vivante, au même titre que n'importe quel autre organisme* ». On ne sait pas assez que le premier décret pris par Hitler lorsqu'il arrive au pouvoir en 1933 ne concerna ni les Juifs, ni les opposants politiques, mais la sauvegarde de la Forêt Noire.

La recherche du terroir et de sa protection pousse à éliminer ce qui gêne, à commencer par le Juif et le Tzigane, considérés comme l'opposé de l'enracinement, personnifiant l'apatride, le nomade qui rompt avec un cycle de vie enraciné dans un biotope. Les nazis justifient leurs actions, notamment l'élimination des « races » ou des groupes sociaux jugés impurs ou indésirables, au nom de l'ordre naturel. Avec de telles idées, on en arrive peu à peu à vouloir purifier l'environnement physique lui-même, à défendre des jardins et des paysages jugés conformes à l'idée qu'on se fait de la nature. L'école nazie du « jardin à venir » (*kommende Garten*) recommandait d'expulser toutes les plantes exotiques des jardins allemands considérés comme dénaturés par les peuples du Sud tandis que, de nos jours, certains *Grünen* veulent enlever les plantes jugées allogènes... De la « pureté » de l'environnement on passe aisément à la « pureté » de la terre, du pays, de la nation. L'architecte paysager nazi Willy Lange liait l'esthétique des jardins à la qualité de la « race ». La protection de la nature se conjugue avec celle du terroir local, de l'identité nationale, de la *patria chica* comme disent les Espagnols. Elle trace de nouveaux camps, elle dresse de nouvelles frontières. *Blut und*

Boden : le Sang et la Terre, c'était le mot d'ordre des nazis d'hier, voici celui des éco-fascistes d'aujourd'hui.

Bien entendu, le pétainisme ou le fascisme ne pouvaient guère aller plus loin sur la voie d'un écologisme plus conséquent, ne serait-ce que parce que l'environnement n'était pas aussi dégradé qu'actuellement et que les conditions sociales ou économiques ne s'y prêtaient pas encore. Mais, sur le plan politique, il faut bien toutefois souligner que le slogan de « ni libéralisme, ni communisme, ni capitalisme », déclamé par Pétain en septembre 1940 ⁴⁹, conviendrait tout à fait aux écolos d'aujourd'hui. Sans compter le régionalisme, le corporatisme et la religiosité également défendus par le Maréchal. L'anticapitalisme ne suffit pas s'il n'est pas accompagné d'une critique contre toutes les formes d'autorité et d'un projet social réellement libertaire.

Peut-il y avoir collusion entre écologisme et fascisme ?

Dans les années vingt et trente, avant qu'il ne devienne synonyme d'horreur – non pas à la suite d'une révolte des masses mais grâce à la force des armées américaines et soviétiques, répétons-le – et malgré ses propos parfois anti-bourgeois, le fascisme représentait un élément de progrès pour le système capitaliste durement touché par la crise économique. Il s'agissait principalement d'accroître l'intervention de l'Etat dans le domaine économique, comme agent planificateur et régulateur, et dans le domaine social face à la question ouvrière, par le biais du corporatisme et de la domestication des syndicats. Le rooseveltisme avant-guerre et le gaullisme après-guerre, pour ne citer que ces deux-là, ne représentent finalement que des variantes plus habiles, économiquement et politiquement *soft*, de cette intervention, le stalinisme constituant bien entendu la variante la plus violente.

⁴⁹ *Ibid.*

Sans ses aspects novateurs, et grâce à ses apparences anti-capitalistes, le fascisme n'aurait jamais séduit une fraction importante de la population et, en particulier, un grand nombre d'intellectuels qui n'avaient pas, a priori, vocation de sombrer dans le premier obscurantisme venu. Il faut sans cesse rappeler que le fascisme est parvenu au pouvoir par les urnes et grâce à l'adhésion des masses et d'une partie de l'intelligentsia.

La thèse contemporaine de Zeev Sternhell, que résume bien le titre de son principal ouvrage « Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France », fut critiquée mais elle a le mérite de briser un tabou, malgré certaines approximations ou certains raccourcis, et surtout de rappeler le caractère évolutif des pensées politiques ⁵⁰. « Ni droite ni gauche », tel fut le cri du cœur de l'écologisme actuel qui se positionne toutefois sur l'échiquier politique, passe des alliances, capte des électeurs. Cela ne veut pas dire que l'écologisme constitue le dérivé du fascisme, ne serait-ce qu'à cause de la survivance et la renaissance du fascisme lui-même en tant que tel dans l'extrême droite. Il ne s'agit pas non plus de nier l'existence de divergences entre fascisme et écologisme, divergences qui sont d'ailleurs plus culturelles que proprement idéologiques ou qui sont liées à la confusion que tout mouvement politique nouveau porte en lui à sa naissance : après tout, le parti fasciste italien n'est-il pas né d'une scission du syndicalisme révolutionnaire tout comme le mouvement écologiste véhiculait à ses origines des revendications libertaires ?

Il serait injurieux de confondre un écologiste sincère avec un nervi fasciste. Il serait pour le moins abusif de prétendre que les positions des Verts et du Front national, pour ne prendre que ces deux exemples, sont complètement identiques. Elles s'écartent sur de nombreux points. Jean-Marie Le Pen salue par exemple la mémoire d'Alexis Carrel (1873-1944), prix Nobel, « père de l'écologie moderne », qui défendait un eugénisme extrémiste et des positions racistes tandis que les Verts

⁵⁰ *Ibid.*

protestent contre le choix du nom d'Alexis Carrel pour la faculté de médecine de Lyon. Mais on doit bien remarquer que leurs convergences s'effectuent sur les grandes questions écologistes comme le nucléaire, les énergies renouvelables, la protection de la faune et de la flore.

Ce serait bien entendu commettre une grave faute d'analyse que d'amalgamer les écologistes et le Front national, mais ce serait une erreur aussi préjudiciable que d'omettre systématiquement – comme la quasi-totalité des médias – les positions écologistes du Front national que celui-ci ne cache pourtant pas : il y a même consacré la majeure partie de son congrès de Nice en 1990. Le programme du F.N. lors des élections législatives de 1993 est de tonalité très écologiste, et il n'est pas inutile de citer ses propositions en la matière : utiliser le référendum local pour les problèmes d'environnement, rendre les pollueurs économiquement et pénalement responsables, privilégier les villes moyennes, promouvoir l'agriculture biologique et faciliter l'accès aux transports en commun. Supprimons l'étiquette Front national de ce catalogue de mesures – au demeurant séduisantes pour certaine d'entre elles – et demandons au quidam d'en deviner l'origine : en sera-t-il capable ? Quant aux militants, qui sont censés être plus avertis, ils feront comme les fameux singes japonais du temple de Nikkô : rien vu, rien entendu, rien dit !

On ne peut que s'inquiéter de convergences idéologiques profondes et du comportement ultra réactionnaire de certaines personnalités écologistes, vastes sujets qui demandent de plus amples développements mais dont on peut déjà se faire une idée ⁵¹. Notons que dans la polémique qui opposa certains écologistes, Verts y compris, à la revue *Actuel* sur cette question des convergences entre écologie et fascisme, les écologistes, à notre connaissance, ne répondirent jamais véritablement sur le fond.

51 *Ibid.*

Par contre, écologisme et fascisme se disputent bien le même terrain sociologique de la classe moyenne, désorientée et en mal permanent d'idéologie. Structurellement, ils sont tous les deux candidats à la nouvelle gestion du système. Les nouveaux et principaux partis de l'extrême droite ont adopté, outre des programmes écologistes, des programmes économiques néo-libéraux ou ultra-libéraux, tout comme les partis écologistes partis d'une critique de la société industrielle !

En Allemagne, la tendance dite « écolibertaire » veut faire accepter les lois du marché par l'ensemble des Grünen. Certes, la tendance du groupe *Aufbruch* (« Nouveau départ ») prend parti contre le « capitalisme écologiste » des écolibertaires, contre le « conservatisme vital » de Bahro et contre l'« écodictature », mais elle reconnaît dans son manifeste de 1988 que le « contrôle politique du domaine technique » ne doit pas exclure « la concurrence et le marché » si ces « *régulateurs économiques servent à réaliser des objectifs supérieurs comme la limitation de la bureaucratie* »⁵².

En France, le concept fourre-tout d'« économie mixte » autorise bien des interprétations. Avec la crise qui suivit les « trente glorieuses », la logique du système capitaliste pousse en effet vers un désengagement de l'État dans certains secteurs pour faire face à la nouvelle concentration du capital à l'échelle mondiale, aux nouveaux investissements et à la nécessité de mieux gérer l'environnement.

En attendant des analyses plus fouillées et la confirmation des prochains scrutins, on peut tirer quelques conclusions sur les champs électoraux des écologistes et des lepénistes. Malgré ce que l'on pourrait imaginer, c'est l'électorat écologiste qui correspond le mieux aux espaces de tradition chrétienne et non pas l'électorat du Front national. En outre, trois régions se disputent des influences sensiblement égales : l'Alsace-Lorraine, la région Rhône-Alpes et la région parisienne.

⁵² *Ibid.*

En Alsace, l'histoire tumultueuse des mouvements régionalistes dont certaines fractions furent et sont encore liées à l'extrême droite, laissent entrevoir toutes les recompositions politiques possibles ⁵³. Jean-Jacques Mourreau, figure historique de l'autonomisme alsacien des années soixante-dix, militant écologiste puis lepéniste, et Robert Spieler, ancien député F.N. et toujours conseiller municipal et régional, tous les deux exclus du F.N., ne cachent pas leurs références pour l'autonomisme pro-nazi des années trente ⁵⁴. Cette hypothèse des rapprochements régionalistes et néo-fascistes est valable en Bretagne où le mouvement autonomiste, celtique notamment, est traversé par des courants similaires, voire en Occitanie où l'organisation Poble d'Oc fit montre d'un grand confusionnisme.

Il est intéressant de rappeler à ce propos que la plupart des mouvements régionalistes, autonomistes et indépendantistes de l'avant-guerre en France se sont progressivement ralliés au national-socialisme, avant même l'occupation ⁵⁵.

Ce fut le cas du Parti communiste d'opposition d'Alsace-Lorraine, scission du P.C.F. en 1929 emmenée par Jean-Pierre Mourer (1897-1947) et Charles Hueber (1883-1943) sur des bases indépendantistes, dérive dont le communisme français ne se relèvera pas en Alsace après la guerre, perdant ainsi l'un de ses bastions. Ce fut également le cas du mouvement autonomiste du protestant anabaptiste devenu S.S., Hermann Bickler (1904-1984), encore en Alsace, et de celui d'Olivier (Olier) Mordrelle (1901-1985) en Bretagne avec la revue *Breiz Atao* et le Parti National Breton. On trouve également le mouvement autonomiste corse fondé par Petru Rocca (1887-1966), autour de la revue *A Muvra*. Il est appuyé par le sabianisme, mouvement qui est dirigé à Marseille par le corse Simon Sabiani (1888-1956), d'abord militant communiste, puis

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

conseiller général socialiste dissident en 1925, député et maire-adjoint de Marseille en 1937, lié au milieu (Antoine Guérini notamment), et qui adhère en 1936 au P.P.F. (Parti Populaire Français) de Doriot. Tous ces mouvements régionalistes-indépendantistes ralliés au national-socialisme ou au fascisme étaient en relation.

Enfin, on ne peut oublier que le régime de Pétain commença – ce fut probablement le premier même depuis le fameux édit de Villers-Cotterêts qui institutionnalisa la langue d’oïl en 1539 – à développer les langues régionales en France (circulaire Ripert de 1940, arrêté Carcopino de 1941), sans parler du ralliement en 1940 des « folkloristes » ou du Félibrige : peut-on réellement les considérer comme des phénomènes secondaires et fortuits ? Contrairement à ce que certains babas post-soixante-huitards pouvaient croire, l’autonomisme et le régionalisme ne portent pas en eux les meilleures vertus du monde !

En 1922, *A Muvra* adopte déjà l’idéologie du « ni-ni » : « *Ni royaliste, ni républicain, ni bonapartiste, seulement corse* »... Ce faux centrisme conduit en fait aux extrêmes. On ne s’étonnera donc pas de certaines dérives profondes du nationalisme corse actuel, empêtré dans des affaires avec le milieu, fasciné par le coup de main et le culte de la violence, cultivant le machisme et un certain banditisme au nom de la « spécificité culturelle corse », prônant à un moment donné un slogan xénophobe inquiétant (IFF : *I francesi fuori* : « Les Français dehors ! », substantif interchangeable avec celui d’Arabes) et occupant finalement un terrain que le F.N., totalement minoritaire dans l’Ile de Beauté, n’arrive pas à gagner ⁵⁶.

La nature politique a horreur du vide et le régionalisme exacerbé, même paré des fausses vertus du localisme et de la micro-société, conduit logiquement au nationalisme, c’est-à-dire à la base idéologique du fascisme. De nos jours, le

⁵⁶ *Ibid.*

régionalisme se trouve en veilleuse dans l'Hexagone, mais il reste un terrain de prédilection pour l'extrême droite qui n'hésite pas à flatter les chouanneries ou à faire défiler les drapeaux des provinces françaises lors de la fête de Jeanne d'Arc, ainsi que pour les Verts qui ont fait élire au parlement européen l'un des leaders de l'autonomisme corse aux élections européennes de 1989.

Dans la région parisienne, enfin, les électorats lepénistes et écologistes occupent des espaces relativement distincts : le nord et l'est de l'Ile-de-France pour le F.N., le sud et la capitale pour les écologistes. Deux régions deviennent des zones d'influence pour le moment exclusive : le midi pour le F.N., l'Ouest pour les écologistes. Mais là aussi, les reconversions sont possibles dans ces zones qui se sont récemment révélées volatiles sur le plan politique.

Avec l'éviction de la tendance Waechter et le triomphe de la tendance Voynet, une grande partie de l'écologisme français a fait le choix d'un ralliement à la vieille social-démocratie. Cette perspective était d'ailleurs parfaitement envisageable dans la mesure où, comme le socialisme à ses origines, lors de la Première Internationale au milieu du XIXe siècle, l'écologisme, au cours des années 1970 et face à la tragédie stalinienne, engagea une critique radicale de la société contemporaine. Mais à partir du moment où il choisit, d'abord comme tactique « faute-de-mieux » puis comme stratégie délibérée, d'entrer dans l'arène politique, électoraliste, d'édulcorer de plus en plus son combat anti-capitaliste et de soutenir le principe ainsi que l'appareil d'État, ç'en était fini de ses apparences libertaires et il arrivait là où la social-démocratie en avait fini : refus de la révolution, collaboration avec le Capital et l'État.

Certes, le parti Vert se positionne contre le Front national. Mais nous avons vu qu'il existait des proximités idéologiques indéniables entre l'écologisme et le fascisme et, mieux encore, des convergences sociologiques profondes. Chaque scrutin confirme en France que l'électorat écologiste et sa mouvance abstentionniste appartiennent principalement à la petite et

moyenne bourgeoisie en mal d'idéologie, et en mal de pouvoir dans une société dominée par la technobureaucratie capitaliste et les grands bourgeois. Dans les sociétés industrialisées, c'est une fraction de la population très sensible à la peste émotionnelle et le passé a amplement montré que, chaque fois que les circonstances s'y prêtent, elle bascule vers le totalitarisme. Les bonnes intentions affichées au départ, celles qui pavent le chemin de l'enfer, sont rapidement neutralisées par les événements...

L'expérience confirme que l'inimaginable d'hier devient le probable d'aujourd'hui et le certain du lendemain. L'histoire rappelle que de nombreux hommes politiques peuvent opérer des revirements aigus, même ceux que l'on n'attendait pas. Même s'ils ne le font pas, la masse électorale peut le faire ou laisser faire... Le fascisme était nouveau, inédit, c'était lui aussi un processus de dépassement, face à son adversaire communiste. Il a surpris, progressé, même quand tout le monde savait. Il s'est avancé auréolé du sceau de l'inéluctable. Impensable aujourd'hui, le totalitarisme à la sauce écologiste est déjà dans les têtes de certains, dans leurs pensées, et, même si d'autres s'en défendent, la plupart de leurs idées y conduisent tout droit. On peut envisager que les populations sensibles au discours des Verts vont se sentir floués par les renoncements au programme écologiste qui se profilent déjà (agrandissement de l'aéroport de Roissy, timidité dans l'application de la loi en cas de sur-pollution atmosphérique urbaine, adoption du projet Vulcania...), une fois les quelques mesures prises (abandon du canal Rhin-Rhône, arrêt du surrégénérateur Super-Phénix...) et qu'elles se tournent alors vers d'autres forces politiques qui leur tiennent un discours musclé.

Y a-t-il une progression de l'extrême droite en Europe ?

On sait que depuis une dizaine d'années un certain nombre de pays européens sont marqués par une progression électorale

de l'extrême droite. En Allemagne, les exactions xénophobes et néo-nazies se sont dramatiquement multipliées contre les travailleurs immigrés, et elles ont conduit à des actes criminels comme l'incendie de foyers d'immigrés. Mais lors des récentes élections européennes de juin 1994, l'extrême droite recule un peu partout, à deux exceptions près, importantes il est vrai mais de signification différente.

La grande presse, même celle qui se targue d'être sérieuse et informative, ne nous a malheureusement livré que très peu d'éléments sur le niveau d'abstention lors de ces élections dans les différents pays d'Europe, ce qui rend difficile le type d'analyse – pourtant indispensable – qui a été menée à propos de la France. On peut néanmoins tenter quelques conclusions, et les chiffres habituellement rapportés au nombre de votants montrent bien une régression électorale considérable de l'extrême droite.

En Allemagne, le parti d'extrême droite « Die Republikaner » (Les Républicains), qui avaient obtenu à l'ouest de l'Allemagne 7,1 % des voix lors des élections européennes de 1989, avant la réunification allemande, retombent aux alentours de 4 % des voix. Ils n'ont plus de siège au parlement de Strasbourg. Le parti dirigé par Franz Schönhuber régresse même dans son fief bavarois, passant de 15 % à 5,8 % des voix.

En Autriche, le « Parti libéral d'Autriche » d'extrême droite qui avait appelé au « non » lors du référendum du 12 juin 1994 sur l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne a subi une sévère défaite, y compris en Carinthie, fief de son dirigeant Joerg Haider.

Aux Pays-Bas, le « Centrum Democraten » d'extrême droite réalise l'un de ses scores les plus bas, avec à peine 1 % des suffrages, ce qui ne lui donne droit à aucun représentant au parlement européen. En Espagne, au Portugal et en Grèce, de même qu'au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark, les partis spécifiquement d'extrême droite sont quasi inexistant sur la scène électorale.

Les deux exceptions concernent la Belgique et l'Italie. En Belgique, les trois formations que l'ont peut classer à l'extrême droite (Vlaams Blok, Front National et A.G.I.R. – Avant-garde d'initiative régionaliste) obtiennent 10 % des suffrages dans un scrutin européen qui comporte également 10 % de votes blancs ou nuls et 10 % d'abstention (alors que le vote est obligatoire et l'abstention passible de sanctions). Avec trois ans de retard sur la montée du Vlaams Blok en Flandre, un électeur francophone sur dix a donc voté pour l'extrême droite. « Agir » atteint 5,9 % des voix à Liège. Les scores cumulés du F.N., d'Agir et du Vlaams Blok atteignent 12 % dans l'arrondissement de Bruxelles-Halles-Vilvorde, 17 % à Bruxelles-ville et 18 % dans les communes du canton de Molenbeek.

Ce vote de rejet semble d'abord toucher les milieux défavorisés, les classes moyennes et les moins de 25 ans ⁵⁷. C'est dans les vieilles villes industrielles du Hainaut (Charleroi, Mons, La Louvière) que le phénomène Front national prend de l'ampleur mais on retrouve des nuances et des situations qui rappellent celles de la France. Ainsi, *« contrairement à un cliché fort répandu, la carte électorale de l'extrême droite ne reflète pas celle des tensions entre communautés, ni celle du chômage, ni celle de la délinquance. On vote autant Vlaams Blok, Agir ou FN dans les quartiers résidentiels que dans les banlieues sinistrées. Leurs élus sont plutôt des indépendants, des propriétaires (...) »* ⁵⁸.

L'Italie constitue donc la seconde exception. Mais là, la situation est particulière. Elle montre des tendances différentes, qui préfigurent ce qui pourrait se passer dans le reste de l'Europe, à commencer par le pays voisin, la France. A maints égards, l'exemple italien est important, crucial, primordial. Il faut donc s'y intéresser quelque peu.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

Que se passe-t-il chez les fascistes italiens ?

On sait qu'à la suite d'une décomposition accélérée de la vieille démocratie-chrétienne et de la social-démocratie corrompues, accompagnée d'une recomposition de la gauche communiste, l'Italie s'est dotée d'un nouveau régime : la II^e République italienne. Le premier gouvernement à la diriger est une coalition regroupant la nouvelle formation *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, la *Ligue du Nord* d'Umberto Bossi et l'*Alliance Nationale* de Gianfranco Fini. Cette Alliance Nationale (A.N., *Alleanza nazionale*) est en fait une nouvelle mouture de l'ancien parti néo-fasciste, le M.S.I. (Mouvement social italien, *Movimento sociale italiano*), créé en décembre 1946 par les héritiers de Mussolini et qui s'est auto-dissout en janvier 1994 pour mieux se recomposer.

Depuis des années, les néo-fascistes du M.S.I. avaient tenté, sous la houlette de leur leader Giorgio Almirante (1914-1988) d'intégrer le jeu démocratique. Ils avaient failli réussir, à la suite de quelques succès électoraux, si la Démocratie chrétienne (D.C.) ne s'y était opposée pour des raisons conjoncturelles (la stratégie de la tension durant les années de plomb) et pratiques (le maintien de son système clientéliste). Mais à partir du moment où le système pivotant autour de la D.C. se désintègre (conséquence de l'opération « Mains propres », notamment) et que, simultanément, le Parti communiste italien lui-même se re-lifta, à la suite de la recomposition soviétique et de la décomposition du Parti socialiste italien (création du P.D.S. et de Refondation communiste), l'ouverture devient possible.

Cette nouvelle stratégie fait passer le néo-fascisme au post-fascisme. La référence au fascisme historique se fait plus discrète chez les post-fascistes tandis que, parallèlement dans le reste de la classe politique, l'antifascisme, qui constituait le mythe fondateur de la I^{re} République, est redimensionné,

amoindri ⁵⁹. Les néo-fascistes ont eu l'intelligence de saisir la perche historique qui se tendait à nouveau vers le pouvoir. Ils n'ont pas hésité à reléguer au placard leurs vieux oripeaux mussoliniens, et il faut insister sur le fait que les plus nostalgiques du fascisme historique, les « durs », ont très largement soutenu cette stratégie.

Il s'agit en effet de se conformer aux nouvelles exigences du système démocratique et capitaliste. L'Italie est doublement tiraillée : d'un côté par un capitalisme soucieux de se dégager des acquis sociaux maintenus par un syndicalisme encore fort, une gauche traditionnellement puissante, et tolérés par une démocratie-chrétienne clientéliste ; et d'un autre côté par une fraction de ce capitalisme, la bourgeoisie industrielle du Nord, plus dynamique, escortée de sa classe moyenne culturellement dominante, désireuse de se débarrasser des redistributions économiques et sociales en direction du Sud de l'Italie. Schématiquement, la première tendance est incarnée par Berlusconi et Forza Italia, la seconde par la Ligue du Nord.

Pour les fascistes italiens, le grand jour arriva lorsque Silvio Berlusconi déclara, le 23 novembre 1993, lors de l'élection qui opposait le Vert Francesco Rutelli au M.S.I. Gianfranco Fini pour la mairie de Rome, qu'il voterait pour Fini s'il habitait Rome. Dans sa conquête du pouvoir, le leader de la nouvelle mais fragile organisation *Forza Italia* avait en effet besoin du M.S.I. pour contrer la non moins nouvelle Ligue du Nord qui chassait sur les mêmes terres que lui : au sens propre (l'Italie du Nord, fief de la Ligue comme de la Fininvest de Berlusconi) et au sens figuré (les idées), mais en plus radical : anti-fiscalisme poujadiste, néo-fédéralisme, néo-libéralisme, nouvelles couches urbaines de « l'Italie qui réussit ».

Les fascistes du M.S.I. ont compris le message et parfaitement joué le jeu : sous la houlette du nouveau secrétaire Gianfranco Fini, ils se transforment donc en Alliance Nationale. Au total, l'opération est largement réussie :

⁵⁹ *Ibid.*

Berlusconi fait entrer l'A.N. au gouvernement tandis que la Ligue subit en mars 1994 un recul électoral en Italie du Nord, là même où Forza Italia progresse (Piémont, Lombardie), pour se replier sur son bastion historique (l'avant-pays alpin, Varèse, Bergame, Vérone, la Vénétie, le Frioul). L'Alliance nationale post-fasciste enregistre à cette occasion ses meilleurs scores électoraux : 13,5 % des suffrages exprimés à l'échelon national, soit 109 députés, avec des pointes de 24,7 % à Rimini, 22,2 % à Rome, 21,2 % à Bari, tout en restant très faible là où domine la Ligue.

L'Alliance nationale joue plutôt sur la carte intégrationniste, nationale, italienne, elle n'hésite pas à faire assaut de démagogie envers le Sud, et elle place finalement Forza Italia en position d'intermédiaire, tout en soutenant la même politique néo-libérale dans le domaine économique et social. Sa stratégie de l'Alliance nationale a doublement payé puisqu'elle améliore les scores du défunt M.S.I. et qu'elle parvient au gouvernement.

La victoire de la coalition de gauche *L'Olivier* aux élections d'avril 1996 semble mettre un terme à ce schéma. Malgré tout, les post-fascistes progressent. L'AN obtient 15,7 % des voix, avec 93 députés et 43 sénateurs, confirmant son enracinement au centre (22,2 %) et au sud (19,2 %) de la Péninsule, et sa relative faiblesse au nord (11 %). Comme le souligne le rapport 97 de la CRIDA, la défaite d'avril « pose en grand la question du leadership à droite : Berlusconi ou Fini. La recomposition des droites est en marche »⁶⁰.

Mais quelle est la vraie nature de la mutation du néo-fascisme italien en post-fascisme ? Certains observateurs mettent l'accent sur l'évolution des comportements⁶¹, d'autres sur la continuité idéologique⁶². En tout état de cause, la filiation avec le fascisme historique demeure. Fini déclare au

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

congrès de 1994 qu'il s'oppose toujours au « *système de valeurs et de vie du monde occidental (démocrato-libéral en politique, capitaliste en économie, laïc et matérialiste sur le plan spirituel)* » et qu'il veut extraire du fascisme « *les intuitions encore valides aujourd'hui et actuelles* ». Sachant que, lors de son investiture au congrès M.S.I. de 1987, il s'était prononcé pour « un fascisme de l'an 2000 [parce que] ses valeurs sont éternelles, non modifiables et non historicisables », on comprend que l'extraction de ces valeurs-là sera quasi totale et bien fasciste ⁶³.

Le post-fascisme traduit également une géopolitique interne, particulière à l'Italie, qui se situe à deux niveaux.

D'une part, il défend l'unité italienne en s'opposant aux tendances fédéralistes ou sécessionnistes incarnées par la Ligue du Nord. C'est d'ailleurs conforme à sa tradition historique, Mussolini déclarant au congrès fasciste de 1921 : « *C'est la volonté du fascisme qu'il n'y ait plus de Vénitiens, de Romagnols, de Toscans, de Siciliens et de Sardes à l'intérieur de ses frontières, mais des Italiens, seulement des Italiens. C'est pourquoi le fascisme s'opposera à toute tentative séparatiste ; et si les autonomies qui se déclarent à présent devaient nous conduire au séparatisme, nous aurions le devoir de nous y opposer. Nous sommes en faveur d'une décentralisation administrative, et non de la division de l'Italie* » ⁶⁴. De fait, le fascisme est électoralement bien implanté là où « l'italianité » semble menacée, comme dans la ville de Bolzano (Trentin-Haut-Adige) qui est entourée par un monde rural germanophone ⁶⁵.

D'autre part, et, dans la foulée, le fascisme symbolise une certaine forme de redistribution socio-économique incarnée par l'État central unitaire. Cela explique son succès auprès de certaines couches urbaines fragilisées et, surtout, dans le

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

Mezzogiorno où, contrairement au fascisme historique née dans la plaine du Pô, il a constitué un nouveau bastion dans l'après-guerre, comme dans les Pouilles qui vont fournir deux des cinq ministres AN au sein du gouvernement Berlusconi ⁶⁶.

De la même façon qu'il a aidé Berlusconi à contrer tactiquement l'avancée électorale de la Ligue du Nord, le post-fascisme permet de contrebalancer, structurellement et stratégiquement, les sécessionnismes et les régionalismes qui menacent l'intégrité ainsi que la puissance de l'Etat italien. Tous les compromis sont à cet égard possibles, comme en témoigne la rencontre entre les délégations de la Ligue et de l'Alliance nationale, le 9 avril 1994, qui aboutit à une mise en veilleuse du fédéralisme chez la Ligue, laquelle renonce à son principe de double souveraineté de l'Etat et de la macro-région ⁶⁷. Cette reculade va d'ailleurs conduire Gianfranco Miglio à rompre avec Umberto Bossi et la Ligue dont il était le théoricien ⁶⁸.

Contrairement aux années 1920 où le fascisme mussolinien est arrivé au pouvoir comme point d'orgue d'une « contre-révolution préventive » qui permit aux classes dirigeantes de liquider violemment tous les acquis démocratiques et sociaux de la première Italie réunifiée, contrairement encore au néo-fascisme des années 60 et 70 qui permit au pouvoir chrétien-démocrate de jouer avec profit de la « stratégie de la tension » sur le registre du « nous ou le chaos » ⁶⁹, époque où, finalement, les néo-fascistes de tout bord ont joué le rôle d'hommes de main mais sans en récolter les fruits politico-médiatiques, contrairement à tout cela donc, le post-fascisme de Fini répond à une situation d'abord centrée sur la problématique des classes dirigeantes elles-mêmes.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.*

Certes, le mouvement social de masse est encore puissant en Italie, avec ses structures syndicales encore actives, mais surtout ses Comités de base multiples (Cobas), ses centres autogérés et ses énormes manifestations de rue délibérément minimisées par les médias français – c’est même le plus puissant d’Europe, et ce n’est pas un hasard si c’est dans ce pays que la recomposition politique, fascisme compris, est la plus avancée.

Mais l’impulsion de la recomposition politique n’est pas venue de la rue, elle est issue de la propre implosion du système et de sa nécessaire mutation, organisée par les juges, l’opération *mani pulite* (mains propres) et par les nouvelles castes dirigeantes empressées de toucher au pactole à condition de se débarrasser de la vieille classe politique trop corrompue et trop égoïste. Nécessaire mutation car le peuple italien commençait à se montrer quelque peu excédé, le système commençait à se gripper et à dérailler, même du point de vue de la bourgeoisie, et la démocratie – le système politique le plus profitable pour l’exploitation et la domination capitaliste – pouvait à terme être discréditée et malmenée, ce que tout capitaliste conséquent, toute bourgeoisie évoluée, redoutent plus que tout. Berlusconi a donc joué le rôle du sauveur, et les fascistes ont compris la trajectoire à suivre.

Quant à l’électorat italien, « ce n’est pas pour instaurer le fascisme ou pour se lancer dans une politique agressive quelconque envers leurs voisins que les Italiens ont voté pour Berlusconi, Fini et Bossi, mais pour payer moins d’impôts et continuer à rêver en la reprise du “miracle” économique »⁷⁰. Il faut noter également que le discours raciste et xénophobe fut marginal au cours des récentes campagnes électorales italiennes, ce qui confirme – si besoin était – que la question fasciste ne s’arrête pas à la question raciste et que, par conséquent, faire de l’antiracisme la pierre de touche d’un mouvement antifasciste confine à l’erreur politique.

⁷⁰ *Ibid.*

Le post-fascisme se retrouve donc en rupture avec la dimension militariste agressive du fascisme mussolinien. Gaetano Manfredonia a tout à fait raison de souligner que « *les craintes d'un possible « revanchisme » de l'Italie en Istrie ou en Dalmatie sont ridicules. Non seulement les déclarations de certains dirigeants de l'Alliance nationale ont été déformées par les bonnes âmes du journalisme social-démocrate, mais on aurait bien du mal à trouver un seul italien – je dis bien un seul – disposé à mourir pour Fiume !* »⁷¹. La diplomatie italienne va pouvoir poursuivre son vieil objectif d'intégrer le club des grandes puissances géopolitiques et militaires, tel que le futur conseil de sécurité élargi de l'O.N.U., à égalité avec les autres candidats comme l'Allemagne et le Japon.

« Plutôt que d'envoyer des arditi partir à la conquête des terres irrédentes, il faut par conséquent s'attendre à la multiplication des participations italiennes aux différentes expéditions « humanitaires » pour la défense des droits de l'homme ! (...) Le sacrifice cynique de quelques soldats sur l'autel du nouvel ordre mondial dans l'espoir de permettre à l'Italie de réintégrer le cercle fermé des “garants” de la paix planétaire, suffira, à coup sûr, à apaiser le nationalisme des plus chatouilleux des néo ou post fascistes. Cinquante ans après la débâcle mussolinienne, l'homme de la rue pourra ainsi rêver à peu de frais d'une Italie enfin respectée parmi les grandes puissances, un peu comme on regarde une équipe de foot remporter un match à la télévision. Et dans ce genre de mise en scène, Berlusconi, on le sait, est bien parmi les meilleurs » (Ib.).

Le fascisme se transforme-t-il en post-fascisme ?

Du point de vue géopolitique interne, le fascisme italien se distingue du fascisme français. Celui-ci reposait davantage,

⁷¹ *Ibid.*

dans le passé, sur le régionalisme. Actuellement, ce phénomène est plus discutable et moins perceptible. Car, à l'exception de l'Alsace, l'implantation politico-électorale du F.N. ne recouvre pas les grandes lignes de fond des régionalismes hexagonaux. Sa puissance autour du littoral méditerranéen s'explique largement par l'héritage spécifique de l'O.A.S. et des pieds noirs et par leur confrontation avec une importante immigration nord-africaine.

De façon parallèle, le virage social-démocrate des Verts français, grâce au triomphe de la tendance Voynet sur la tendance Waechter, semble reléguer aux calendes toute hypothèse d'un écofascisme régionalisant, via le développement d'une *deep ecology*, cette mouture contemporaine du naturalisme intégriste qui, quoi que certains refusent de le voir, constitue l'une des bases idéologiques du fascisme et du national-socialisme historiques. Cette hypothèse semble désormais obsolète sous une telle forme.

Mais il faut souligner que le F.N. a maintenu ses positions écologistes (contre le nucléaire, pour les énergies renouvelables, l'identité régionale, etc. – cf. son programme scientifique de 1979) et que de nombreux groupes fascistes cherchent à s'appuyer sur l'écologie : le Groupe d'écologie active de la Nouvelle Acropole, le Front écologique de libération d'Alternative européenne en Espagne ; le « Front noir-rouge-vert » du Parti national communautaire européen en Belgique ; le magazine Perspectives en Angleterre. En Italie, Pino Rauti, très influencé par la Nouvelle droite française, a fait de l'écologie l'une de ses luttes prioritaires dans une conception anti-système, estimant que les fascistes devaient prendre la place des écologistes et des communistes sur ce terrain.

Le documentaire sur la communauté de Monte Verità au début du XX^e siècle, diffusé par Arte le 10 décembre 1997, rappelle que, même au sein de la sphère libertaire, les tendances écologistes du type intégrisme naturaliste peuvent conduire au fascisme. On distinguera à cet égard la position de

l'écrivain anarchiste Erich Mühsam (1878-1934) qui finit par critiquer cette communauté, par rester sur le terrain de la lutte des classes et par être torturé puis assassiné par les nazis, de celle du chorégraphe Rudolph von Laban (1879-1958) qui se mit au service du national-socialisme avant de prendre, mais trop tard, ses distances.

Le F.N. n'a donc qu'un rôle mineur dans les recompositions territoriales de la France au sein de la subsidiarité européenne, contrairement à l'A.N. italienne. De ce point de vue, il est, pour l'instant, bien moins utile à la bourgeoisie et à la technobureaucratie étatique françaises, et, nonobstant les autres dimensions, on peut se demander si cette différence n'a pas été déterminante dans l'échec de l'un et le succès de l'autre pour la course vers le pouvoir.

Le post-fascisme italien n'est pas vraiment en rupture avec la position anti-libérale et anti-démocratique du fascisme mussolinien car, comme on l'a vu, le fascisme avait dès ses origines une politique farouchement ultra-libérale qui fut détournée par la conjoncture interne et internationale (crise de 29, militarisation) et son discours anti-démocratique s'est tout à fait accommodé d'un recours à l'électoratisme et au parlementarisme, en passant par les indispensables étapes de compromis, d'alliance puis de collaboration avec les forces de droite classique.

Toujours est-il que l'Alliance nationale *« se trouve aujourd'hui contrainte de jouer le jeu de la démocratie, en dépit même des souhaits d'une partie de sa base. Fini et ses alliés ne peuvent espérer rester des hommes de gouvernement crédibles qu'à condition de donner de plus en plus de gages de bonne conduite démocratique. A.N. se trouve ainsi, en quelque sorte, obligée bien malgré elle à se "défasciser" et Fini à prendre au sérieux son rôle de post-fasciste, sous peine de se trouver de nouveau dans l'opposition sans possibles alliés »*. Et Gaetano Manfredonia de demander avec justesse *« si ce qui se passe en Italie, au lieu d'être le prélude à une dangereuse montée du fascisme, n'est pas plutôt le point de départ de la fin*

du fascisme historique ; à savoir d'un mouvement dont l'objectif affiché était le renversement des institutions et des valeurs de la démocratie libérale. Après la mort annoncée du communisme, serions-nous en train d'assister à la mort du fascisme ? »

Cette question provocante ouvre clairement le débat. En fait, on peut se demander si, à l'instar des nomenklatura des pays de l'Est qui se sont transformées soit en nationalistes guerriers, soit en socio-démocrates néo-libéraux, le fascisme ne change pas simplement de peau. L'évolution des fascistes italiens est, de ce point de vue, significative. Le M.S.I. a toujours été traversée par des conflits internes très durs entre les différentes factions du fascisme qui se réclament de l'héritage de la République sociale de Saló, d'une défense du « monde libre » (américain) ou des valeurs traditionnelles (christianisme, unité italienne...).

En 1990, Pino Rauti, élu secrétaire général du M.S.I., estimait que « *le M.S.I. doit abandonner toute référence à la droite dans la mesure où le fascisme n'est pas à l'origine un mouvement conservateur mais révolutionnaire* »⁷². Pour lui, le M.S.I. devait attirer l'électorat communiste désorienté par la décomposition des régimes de l'Est, réfuter les pseudo valeurs de la civilisation occidentale américanisée en puisant dans le fonds spirituel européen, exalter la différence contre l'égalitarisme et l'homogénéisation des masses, affirmer l'intégration du nationalisme italien dans une dimension européenne et promouvoir une vision tiers-mondiste et pro-arabe.

La question du racisme et de la xénophobie

Que l'on ne s'y trompe : le triomphe fasciste ne dépend pas seulement des fascistes eux-mêmes. Il est lié au ralliement plus ou moins gradué et plus ou moins fort des partis politiques en

⁷² *Ibid.*

place, à commencer par la droite conservatrice, comme l'a montré le passé du mussolinisme ou de l'hitlérisme, et comme le confirme la stratégie berlusconienne. Il dépend également de l'évolution du système capitaliste et libéral-démocrate lui-même. Or que constate-t-on à ce sujet sinon un renforcement, partout en Europe, des législations xénophobes et anti-immigrés qui constituent le fonds de commerce électoral des fascistes ?

Les fascistes italiens semblent constituer, il est vrai, une exception sur ce plan car leur discours était beaucoup moins xénophobe qu'ailleurs. De fait, la politique d'immigration italienne est encore l'une des moins féroces. La tendance incarnée par Pino Rauti, prédécesseur de Fini à la tête du M.S.I., reposait même sur des positions national-révolutionnaires, tiers-mondistes et officiellement anti-racistes, mais elle a été écartée. Pino Rauti, qui s'est opposé à la mutation en A.N., a maintenu un M.S.I., dit M.S.I.-F.T. (Flamme tricolore). Cela dit, les activistes de la base, proches de Rauti ou des skinheads, mettent la pression dans la rue par des violences racistes. Ce double jeu entre A.N.-Fini, vitrine respectable et démocratique, et M.S.I.-F.T.-Rauti, mouvementiste activiste radical, est d'ailleurs l'un des classiques du fascisme historique.

*« Contrairement aux autres partis de la droite européenne, le M.S.I. doit prendre des distances avec le racisme. Mais le lien avec les secteurs sociaux modérés et réactionnaires est trop fort, l'imbrication de certaines branches de l'Etat avec les intérêts américains trop vivace pour que Rauti suive sa route »*⁷³. Une déconfiture électorale et la vague anti-parti qui se développe dans le sillage de l'opération mani pulite donne au M.S.I. l'occasion d'adopter un visage différent avec l'Alliance nationale. Le nouveau secrétaire, Gianfranco Fini, au demeurant dauphin désigné par l'ancien leader du M.S.I. Giorgio Almirante, peut appliquer la ligne imaginée depuis

⁷³ *Ibid.*

longtemps : la légitimation d'une formation post-fasciste à l'intérieur du système démocratique représentatif.

On assiste alors à un partage des tâches. L'Alliance nationale, incarnée par Gianfranco Fini, abandonne « *la dimension subversive que le premier Mussolini avait héritée du maximalisme socialiste* » mais qu'il conserve la théorie de l'Etat libéral-autoritaire, chère aux idéologues fascistes comme Rocco ou Gentile, ainsi que la dimension conformiste-unanimiste du régime des années 1930. Simultanément, la tendance « dure », symbolisée par Pino Rauti, Delle Chiaie, Maceratini, Bontempo, anime des groupes dissidents (Meridiano Zero, Movimento Politico...) qui maintiennent la tension sociale à la base.

Dans cette division du travail post-fasciste, il n'y a pas de désaccord sur le fond, ni vraiment sur le terrain. Le service d'ordre de l'A.N. est assuré par les groupes « durs », Fini considère toujours que « Mussolini fut le plus grand homme d'Etat de ce siècle ». Pour Massimo Varengo, « *le fascisme ne s'est jamais réduit au folklore et l'élimination du folklore ne garantit pas la disparition du fascisme. (...) En réalité, pour comprendre la transformation du M.S.I. en A.N., il est utile de recourir à un paradigme qui n'est pas nouveau mais qui est toujours valide : la fascisation de la démocratie va de pair avec la démocratisation du fascisme* ». L'arrivée au gouvernement italien de la coalition de centre-gauche soutenue par Refondation communiste va-t-elle permettre aux post-fascistes de peaufiner leur stratégie ?

Partout en Europe la xénophobie et le racisme d'Etat triomphent donc, avalisés ou gérés par la droite classique (Allemagne, Espagne) et par la gauche (France, Belgique, Suède...). Cela ne s'explique pas seulement par une tactique purement électoraliste, démagogique et basement politicienne, visant à brosser le citoyen dans le sens du poil réactionnaire et frileux à l'heure où le chômage fait des ravages. Il y a aussi, tout simplement et ne l'oublions pas, une stratégie socio-économique profonde qui s'appuie sur ce formidable volant de

main d'œuvre, taillable, corvéable à merci, faisant pression à la baisse sur les salaires et permettant de diviser un peu plus une classe ouvrière déjà bien désunie, que représentent les immigrés, et notamment les clandestins, quelles que soient leur origine ou leur religion. Les sans-papiers africains ou turcs sont devenus les juifs de l'Europe du XXI^e siècle, ballottés d'un pays à l'autre, désignés comme bouc émissaires, abusés par les humanistes qui prétendent les défendre, enfermés dans des camps de transit ou de rétention qui, pour ne pas être des camps d'extermination, n'en sont pas moins des signes de honte pour l'humanité.

Il est frappant de constater que l'argumentaire qui servait à justifier la discrimination anti-juive dans les années 1930 et 40 repose sur les mêmes bases : la crainte de l'étranger, la stigmatisation de l'errant. Dans ce prodigieux film consacré à Vichy, l'Hôtel du Parc ⁷⁴, on entendait Xavier Vallat (1891-1971), commissaire aux Affaires juives de Vichy, dire qu'il n'avait rien contre les juifs français mais qu'il en voulait aux juifs étrangers parce qu'ils étaient étrangers, qu'il y en avait trop, et qu'ils étaient incontrôlables. Il utilisait des termes pratiquement identiques à ceux du FN ou des dirigeants gouvernementaux actuels. On voyait également l'ex-ministre de la justice, Raphaël Alibert (1887-1963), responsable du premier statut de Vichy sur les Juifs, rappeler, non sans cynisme mais avec une cruelle vérité, que, pour cela, il n'avait fait que s'appuyer sur une loi de 1938 contre les étrangers, loi entérinée, faut-il le rappeler, par le parlement issu du Front populaire.

Le problème, il est là, bien là, et pas ailleurs. La fascisation de la démocratie va de pair avec la démocratisation du fascisme. Face à l'ignoble revendication de la « préférence nationale » avancée par les fascistes, il n'y a pas trente-six alternatives, ni de demi-mesures ou attermoissements possibles, comme essaient de les imaginer les tenants de la gauche

⁷⁴ *Ibid.*

plurielle en France : c'est la « préférence humaine » qu'il faut avancer, dans tous ses domaines, tous ses aspects. C'est l'idée même de « nationalité », qui conduit tout droit au « nationalisme », qu'il faut radicalement critiquer et contester. Tergiverser sur cette question, c'est donner du grain à moudre aux fascistes qui sont malheureusement plus cohérents que les pleutres de la démocratie libérale.

Ce qui se passe en Italie concerne au premier chef la scène politique du pays voisin, la France, qui évolue lentement mais sûrement. L'apparition du mouvement guidé par Philippe De Villiers apporte un élément nouveau. De Villiers développe un discours sur trois registres : le retour aux valeurs (sous-entendues traditionnelles : travail, famille, patrie), l'anti-corruption (avec, au début, le soutien du juge Christian Jeanpierre) et l'abrogation du traité de Maastricht couplé avec un protectionnisme sélectif (contrôle des importations « sauvages » en provenance des NPI, au profit des PME, ce qui n'empêche pas le soutien d'un manitou de la finance internationale comme Jimmy Goldsmith).

On retrouve là sans peine des thématiques proches de la nouvelle droite italienne. Comme elle, et à la différence de la droite française, De Villiers refuse de surcroît un discours raciste ouvert, il ne prône pas « la préférence nationale », contrairement à Le Pen, et il préfère parler du mythique « creuset français », une position qui peut lui attirer les sympathies de son électorat catholique effrayé par la haine raciste du F.N. et anesthésiable par quelque discours consensuel, mais aussi les sympathies de tous les nationalistes prétendument « ouverts ». Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir l'héritier historique des Chouans se revendiquer d'un héritage républicain légué par la Révolution française tant honnie !

Mais le premier tour de la présidentielle de 1995 a remis à sa place le phénomène De Villiers : relativement marginal mais non négligeable. De Villiers a, comme prévu, recueilli un certain écho dans l'Ouest, autour de son fief vendéen, dans les

campagnes, et beaucoup moins dans les villes. Il n'a pas franchement gagné le soutien du grand capital monopoliste, certes gêné par son discours protectionniste et pro-PMI, mais pourtant encouragé par la présence du financier Jimmy Goldsmith, celui-ci offrant également l'avantage d'intégrer des options écologistes, options fondamentales pour un capital soucieux de ne pas scier la branche écologiste sur laquelle reposent ses profits.

Il faut souligner que la cartographie de l'électorat de De Villiers, ni même celle de l'électorat de Le Pen, ne correspondent pas à la cartographie du « non » anti-maastrichtien exprimé pendant le référendum du 20 septembre 1992. À l'exception de la Vendée, l'Ouest avait voté oui, ainsi que l'Alsace, pourtant gagnée au lepénisme. Il faudrait bien entendu affiner l'analyse sur ce point, mais on peut déjà relever la relative distorsion, dans certaines régions, entre le discours anti-Maastricht de De Villiers ou de Le Pen et la position fortement pro-européenne de leur électorat.

Va-t-on assister à un *big bang*, non pas à gauche comme l'espérait Rocard qui a fini en *big crush*, quoique l'avenir de la « gauche plurielle » ne soit pas garanti dans ses formes actuelles, mais à droite et à l'extrême droite ? Plusieurs hypothèses sont possibles. Les présidentielles de 1995 ont confirmé l'enracinement du F.N. mais en même temps ses limites. Le F.N. a du mal à sortir de ses bastions habituels. Il progresse dans les périphéries urbaines, mais il régresse dans le cœur de la France, la région parisienne. Ailleurs il stagne, il reste marginal. La dimension spécifique de son leader, un tribun favorisé par la personnalisation du système présidentieliste français, pousse au vote sur sa personne mais écrase le reste de son parti, comme le révèlent les autres scrutins. En dehors des présidentielles, quelle force électorale ? En dessous du leader, quelles troupes ?

L'arrivée au pouvoir du F.N. dans des grandes villes du sud de la France (Toulon, Marignane, Orange, Vitrolles, sans compter le cas spécifique de Nice que les médias et la gauche

passent beaucoup sous silence) ne doit d'ailleurs pas seulement être interprétée comme une grande progression de l'extrême droite dans une région qui a d'ailleurs toujours été son bastion mais aussi comme le résultat d'une situation spécifique, ainsi que le montre ses deux cas exemplaires : Toulon et Vitrolles, ici une grande ville militaro-maffieuse qui a été gangrenée par les affaires, ce qui a provoqué une explosion de la droite classique, là une petite ville où la gauche n'a rien trouvé de mieux qu'à maintenir coûte que coûte comme représentant unique un candidat qui avait maille à partir avec la justice dans des affaires, alors même que le F.N. menait démagogiquement la bataille sur la propreté en politique !

Le F.N. lui-même est partagé entre des forces de droite dure, mais légitimiste, classique, et des forces davantage national-révolutionnaires. C'est Le Pen qui assure pour le moment l'équilibre, mais à quel prix et pour combien de temps ? Malgré le forcing des fractions national-révolutionnaires, le F.N. et Le Pen ont soif d'une reconnaissance politique réelle, d'une légitimité, d'un accès au pouvoir politique. En tant que structure, le parti a objectivement besoin de cette institutionnalisation effective, il ne peut vivre indéfiniment dans l'opposition et dans l'idéologique sous peine de s'effriter.

Le Pen peut être tenté de brûler les étapes. Objectivement, il avait intérêt à ce que Jospin soit élu, un double intérêt même : casser la droite classique pour éliminer définitivement son adversaire Chirac et récupérer les morceaux des conservateurs orphelins ; jouer sur la réaction qu'une nouvelle victoire de la gauche pourrait susciter aussi bien chez une base syndicale revendicatrice qu'auprès des populistes de droite pressés d'en découdre.

Mais, bien sûr, Le Pen ne peut pas dire cela à voix haute, il ne pouvait pas souhaiter publiquement la victoire de Jospin de même que, inversement, il ne pouvait pas appeler à voter pour un Chirac qu'il n'a cessé de dénigrer ? Il est probable que les militants confirmés du F.N. ont repris une tactique chère aux fascistes staliniens de gauche, qui avaient par exemple voté

Giscard en 1981 pour éviter Mitterrand, en allant voter pour leur ennemi supposé, Jospin. Le Pen lui-même a montré la voie dans son discours du 1er mai 1995, en déclarant que « Chirac, c'est Jospin en pire » et qu'il ne peut être question de voter « pour l'un ou l'autre des candidats résiduels ». Des propos ultérieurs, dans le genre « choix personnel », pourront toujours atténuer les inquiétudes d'un électorat conservateur peu rompu aux circonvolutions politiciennes.

Ces péripéties ont aussi des conséquences sur les antifascistes prônant l'électoralisme. Selon leur principe de « barrer la route de Le Pen à tout prix », ils auraient logiquement dû appeler à voter Chirac pour ruiner les plans du F.N. et le déstabiliser. Ce qu'ils n'ont pas fait, bien sûr, mettant leur préjugé favorable au bénéfique du candidat de gauche, malgré le bilan catastrophique du mitterrandisme. On voit bien par cet exemple combien tortueuse est la perspective tracée par les combinaisons politiciennes. Même d'un point de vue fataliste, du genre « faute de mieux », ces tactiques sont préjudiciables à cause de leur médiocrité. On voit bien aussi l'irresponsabilité sociale du vote, de par son anonymat, son isolement, sa confusion, sans même parler du bilan anti-social des premiers mois Jospin à même de dégoûter le peuple et de le tourner vers les sirènes fascistes qui sont, pour le moment, plus fortes que le mouvement révolutionnaire.

Si les dirigeants, les cadres et les militants du Front national ont un peu d'intelligence politique, ils peuvent aussi choisir une tactique à l'italienne, et chercher à rallier les forces qui soutiennent De Villiers, ou d'autres encore. Déjà, certains de leurs responsables soutiennent cette réorientation. Depuis un moment entremetteur entre la droite et l'extrême droite, le Club de l'horloge vient récemment de passer à la vitesse supérieure. Son « université » d'octobre 1997 a, sous l'intitulé « droite-gauche : un clivage dépassé ? », rassemblé un certain nombre de personnages révélateurs : le villiériste Henry de Lesquen qui rêve d'un scénario à l'italienne, prônant une « *une union de la droite, en faisant entrer le Front national dans une alliance de*

gouvernement (...) avec des forces nouvelles qui se détacheraient de la droite classique et s'associeraient au Front national pour battre la gauche » (*Le Monde* du 21 octobre 1997), l'ancien député U.D.F. Alain Griotteray, le R.P.R. François-Georges Dreyfus, président de la commission de doctrine du Club 89 (néogaulliste), Jean-Gilles Malliarakis, ancien dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire, aujourd'hui un ultra-libéral proche d'Alain Madelin et responsable de *Légitime*, l'organe de la C.D.C.A.-Européenne (Confédération de défense des commerçants et artisans), Jacques Garello, économiste madeliniste et Yvan Blot, député européen du F.N. et président d'honneur du Club de l'horloge.

Le principal obstacle d'une évolution à l'italienne reste Jean-Marie Le Pen. À moins que celui-ci ne change de position, il pourrait bien être éliminé d'une façon ou d'une autre. S'il s'incrute, ce sera la pente descendante d'un F.N. qui, aspirant au pouvoir, ne pourra supporter d'être confiné dans l'opposition et la marginalité *ad vitam aeternam*. À moins que Le Pen lui-même ne s'adapte ou, tout simplement et plus probablement, qu'il ne s'agisse que d'une tactique mûrement réfléchie visant à attendre le bon moment, plus tard, pour une recomposition de la droite...

Autre hypothèse possible : l'émergence d'un puissant mouvement social qui effrayerait la bourgeoisie et qui pousserait celle-ci à choisir un encadrement politique plus rigoureux, auquel cas le Front national aurait sa chance sur le thème du « Le Pen ou le chaos ».

En tout état de cause, la question dépasse largement le thème de l'immigration, elle touche en fait l'ensemble de la vie sociale et économique. Elle ne s'arrête pas à quelques formes extrêmes mais recouvre plus ou moins ouvertement un ensemble de structures qui peuvent, précisément, prendre des formes nouvelles. Seul, le Front national ne pourra pas grand-chose. Le vrai danger viendra lorsque se constitueront des alliances avec d'autres forces.

Quelles leçons tirer de l'histoire ?

Plusieurs conclusions peuvent être tirées des expériences historiques.

Le fascisme n'est pas l'antithèse absolue de la démocratie, il n'est pas inséparable d'elle. Les politiciens classiques n'hésitent d'ailleurs pas à jouer avec le feu. En 1921, le ministre de droite Giovanni Giolitti (1842-1928) dissout la chambre italienne et intègre les candidats fascistes dans un « bloc national » des partis gouvernementaux ; comme on l'a vu, trente de ces fascistes seront élus. Dans ses *Mémoires*, Giolitti écrit : « *Je considérai cela comme très avantageux car le fascisme représentait désormais une force réelle dans le pays et, selon mon vieux principe que toutes les forces du pays doivent être représentées dans le Parlement et y trouver leur expression, il était bon qu'il y eût sa représentation parlementaire* »⁷⁵. De nos jours, Antoine Waechter, dirigeant des Verts, à qui il importe peu que le Front national entre à l'Assemblée nationale par le biais de la représentation proportionnelle, et Mitterrand qui appliqua cette représentation proportionnelle ne sont pas loin de la position de Giolitti... En tous les cas, leurs motivations objectives sont similaires : la représentation et le pouvoir.

Les élections ne garantissent pas la défaite du fascisme. On connaît le cas de l'Italie et de l'Allemagne. On peut aussi citer celui du Japon qui se dote du suffrage universel masculin en 1925, ce qui n'entrave pas la militarisation du régime dans les années trente. Pire encore, le fascisme triomphe alors même que la gauche ne cesse de progresser électoralement : tandis que la social-démocratie recule en Allemagne, le parti communiste continue d'avancer, recueillant 16,9 % des voix en 1932, son maximum. En Italie comme en Allemagne, les fronts anti-fascistes qui englobent le centre et la droite classiques sont loin d'être minoritaires dans les urnes.

⁷⁵ *Ibid.*

Les choix politiques ne sont pas indissociables des mutations économiques profondes et des orientations de la bourgeoisie ; au niveau des partis et du personnel politiques classiques, cela signifie de nombreux retournements de veste.

Les convergences idéologiques des fascistes sont importantes avec les socialistes autoritaires qui, comme les fascistes, voient dans le renforcement de l'État un progrès technico-social et qui s'appuient sur l'idée de nation, pour des raisons opportunistes ou réelles. L'avant-guerre est riche de ces mouvements ambigus : « Nationaux-bolchevistes » de Hambourg ⁷⁶, syndicalistes partisans de l'intervention militaire italienne pendant la première guerre mondiale à l'origine du fascisme, anciens communistes (Nicola Bombai, co-fondateur du P.C.I.,) rédigeant le programme de la République Sociale Italienne de Salò ⁷⁷, un quart du parti communiste japonais rallié au système impérial japonais en 1933, marxistes infiltrés dans le système de planification japonaise pendant la guerre ⁷⁸, « planistes » et « néo-socialistes » partisans d'un fascisme à la française. N'insistons pas sur la combinaison du « national-socialisme » vantée par tous les idéologues du fascisme.

Du coup, ce sont souvent d'anciens socialistes autoritaires de haut rang qui prennent la tête de mouvements fascistes : Mussolini provient du parti socialiste en Italie, Oswald Mosley (1896-1960) de l'aile gauche de l'Independent Labour Party (1924) puis du parti travailliste (1926) en Angleterre, Jacques Doriot en France et Vidkun Quisling (1887-1945) en Norvège du parti communiste... Georges Valois (1878-1945), l'un des fondateurs du fascisme français, venu de l'anarchisme puis mort en camp de concentration, écrit en 1926 : le fascisme « *prend pied à la fois à gauche et à droite* », il est « *beaucoup plus près de ce que l'on appelle la gauche que de ce que l'on nomme la droite, en ce sens qu'il construit l'autorité, l'État,*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

*sur les besoins du peuple pour défendre celui-ci des grands et des puissants »*⁷⁹. On peut juger de la sincérité du fascisme à défendre le peuple, tout comme celle de la gauche sur la même question...

Le fascisme procède lentement mais sûrement, quelques coups d'éclats mais pas de coup d'Etat, un gradualisme, une infiltration des hommes, des idées et des politiques ; la mise en place de l'Etat totalitaire est progressive : trois ans s'écoulent entre l'arrivée au pouvoir de Mussolini et l'instauration des lois fascistissimes, tandis que les nazis sont plus rapides (un an pour la création du parti unique).

Le fascisme maintient des formes démocratiques, plus ou moins en façade. Pendant plusieurs années, Mussolini harcèle les groupes d'opposition mais ne supprime pas leur liberté juridique ; les consultations référendaires sont même marquées par des taux de participation plus importants qu'auparavant, sans que la coercition exercée sur les électeurs ou les trucages électoraux explique l'ampleur de ce phénomène. Cela n'empêche pas non plus que le fascisme peut être finalement amené à supprimer toute élection démocratique.

Le fascisme gagne malgré de prétendues « victoires ouvrières ». Aussi bien en Allemagne qu'en Italie, avec ou sans grève générale, pendant ou après le procès de fascisation, les bureaucraties syndicales vont obtenir des avantages : augmentation des salaires, journée de huit heures, obtention de conventions collectives, conseils d'entreprise. Le fascisme italien, le national-socialisme allemand, le pétainisme, le franquisme et d'autres régimes encore, ne cesseront de promouvoir un encadrement corporatiste de l'Etat et des organisations ouvrières.

Ceux qui diabolisent actuellement le Front national en France font non seulement l'économie d'une analyse réfléchie mais tentent aussi de nous égarer sur la manière dont les idées et les hommes fascistes rongent la société, et donc sur la

⁷⁹ *Ibid.*

manière de les contrer. Plus subtile, offrant des visages accueillants, sociaux et légalistes, le fascisme gagne à lui ceux qui sont déconcertés par la présentation intéressée qu'en font les politiciens de gauche. Et lorsque la répression s'abattra vraiment, il sera trop tard.

Calquer la situation d'avant-guerre sur la situation actuelle serait aussi ridicule qu'inopérant. Les conditions évoluent en effet, mais pour cette même raison, toutes les perspectives sont possibles. Certes, la progression du Front national ne s'est pas faite au détriment d'un mouvement pré-révolutionnaire, elle n'est tout au plus qu'une réaction d'aigreur de la petite et moyenne bourgeoisie. Mais il faut rappeler que le nazisme et le fascisme constituaient précisément une alliance entre cette fraction de la bourgeoisie et le grand capital, dans un contexte d'atomisation sociale et de remises en cause idéologiques auquel s'apparente, en moins exacerbée, la conjoncture des années quatre-vingt.

La théorie de l'extrême centre avancé par Seymour M. Lipset est même d'une étonnante actualité. D'après ce sociologue, chacune des trois grandes forces sociales (bourgeoisie, classe moyenne, prolétariat) se divise en deux tendances antagonistes, l'une extrême, l'autre modérée. Selon lui, le fascisme n'est pas autre chose que l'aile extrémiste du courant centriste, la dictature militaire classique, d'une part, et le stalinisme, d'autre part, correspondant aux deux autres forces. Or, actuellement, qui représente sociologiquement le centre en France sinon la « nouvelle petite bourgeoisie urbaine » formée au cours des années soixante-dix ? Cette couche fut d'abord représentée politiquement par la « deuxième gauche » socialiste et rocardienne puis, après la faillite idéologique et économique de celle-ci, par les politiciens écologistes qui sont en train de prendre la relève ⁸⁰. Les récents propos de Brice Lalonde vont bien dans ce sens, celui d'un

80 *Ibid.*

regroupement « des socialistes-libérés, des écologistes efficaces et des centristes rénovateurs »⁸¹. Mais pour aller où ?

Politique-fiction ? Délire, chimère ? L'histoire nous a malheureusement montré que tous les revirements étaient possibles. Que peut-on attendre d'un Chevènement qui nous promet de ravir le nationalisme à la droite au profit de la gauche, ce nationalisme qui constitue précisément le ciment idéologique du fascisme ? D'un Mitterrand ayant évoqué un « seuil de tolérance » pour les immigrés, dada qui vient d'être ré-enfourché par Chirac, ou d'un Lajoinie se déclarant en juin 1987 prêt à « disputer les couches populaires au F.N. » ? D'un Waechter nous faisant le coup du « ni-ni » mais participant au cirque électoral ? D'une Voynet critiquant sévèrement les socialistes mais appelant finalement à voter pour eux et se ralliant à eux ? Ou encore d'un Lalonde prêt à manger à tous les râteliers, à nous faire croire que les centristes bon teint, lâches et bien-pensants, représentent un facteur de progrès ? Si ce n'est pas Le Pen, ce peut-être un autre. Peu importe les noms, c'est la politique menée qui convient au système et à ses dirigeants.

No future ?

Pour l'instant, la mayonnaise fasciste n'a pas encore vraiment pris. Mais gare, le fascisme ne se confond pas avec un parti politique, fût-il le Front national ! Nombreux sont les politiciens de droite et même de gauche dont les propos, les attitudes, les déclarations et les prises de position relèvent du fascisme même s'ils n'en portent pas l'étiquette. En outre, le fascisme devient pratiquement le seul mouvement politique connu, avec l'écologisme, à présenter une vision globale et forte de la société. Cela consolide les chances de l'extrême droite dans une société qui est en proie au désarroi, à l'atomisation, à l'émiettement et à l'éclatement. Peu importe

⁸¹ « Lalonde : O.P.A. sur les Verts ! » *Le Progrès* du 15/6/1991.

les moyens pour elle : elle peut faire jouer la xénophobie d'un côté pour renforcer l'identification et le regroupement de l'autre, elle peut stimuler la dynamique des masses tout en glorifiant le sur-homme de l'individu car elle excelle dans l'amalgame du rationnel et de l'irrationnel.

Ce n'est bien évidemment pas en pratiquant la surenchère émotionnelle, comme le faisaient les partisans surréalistes du « sur-fascisme » ou bien les « frontistes », les « néo-socialistes » et autres « doriotistes » qui s'étaient pourtant constitués en front explicitement anti-fasciste dans les années trente avant de sombrer dans le fascisme lui-même, mais en faisant éclater les contradictions politiciennes de l'extrême droite jusqu'aux écologistes sur le terrain social que réside une chance de contrer la peste brune.

Aujourd'hui, rien ne prouve que le danger fasciste existe, pour la simple raison que les déçus du socialisme ne se sont pas encore tournés vers l'extrême droite et préfèrent se réfugier dans l'abstention. Mais cela ne sera pas toujours vrai. Si la seule perspective qui leur est proposée consiste à voter malgré tout pour la gauche, cela risque à terme, compte tenu de la nouvelle désillusion qui en ressortira, de les livrer pieds et poings liés au nouveau fascisme. La gauche pourra alors passer la main après avoir accompli son sale boulot. A nous de leur dire *« vous vous êtes abstenus, vous avez raison, nous n'avons rien à attendre de nos ennemis ou de nos faux amis, mais s'abstenir n'est pas suffisant, il faut passer aux choses sérieuses »*.

Le problème, c'est que nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire. La tâche de mobilisation est donc beaucoup plus difficile. Nous perdons aussi nos points de repères par rapport au fascisme historique qui s'est d'abord constitué comme mouvement contre-révolutionnaire. D'un autre côté, le néo-fascisme et le post-fascisme actuels ne disposent pas, pour le moment du moins, de la base populiste et plébéienne qui faisait la force physique des *fasci* ou de la S.A.

Et pour cause... car les hommes de mains que le fascisme puisait autrefois dans une partie de la classe ouvrière marginalisée, il devrait aujourd'hui les chercher dans le sous-prolétariat de nos sociétés : les immigrés turcs, arabes ou pakistanais de l'Europe occidentale. Ce qu'il ne peut bien entendu pas faire, vu son propre discours raciste et xénophobe. À moins que, à l'exemple des post-fascistes italiens, il lâche du lest sur cette question. Et ce ne sont pas les petits-bourgeois ou les petits commerçants qui passeront leur temps à faire le coup de poing, à moins d'une dégradation accrue de leur sort socio-économique ! En ce sens, la situation est nouvelle et on ne peut calquer notre attitude sur celle des révolutionnaires des années vingt qui disposaient en plus, et au moins, de certaines forces, à commencer par le prestige de la révolution russe.

Le fascisme est une forme particulière du capitalisme et de l'État. Notre antifascisme est d'abord anticapitaliste et anti-étatique, mais il va sans dire que plus notre position anticapitaliste et anti-étatique rencontrera de l'écho, plus le néo-fascisme se développera en réponse à la menace que nous représenterons pour la bourgeoisie. À nous de trouver les moyens adéquats pour gérer au mieux cette contradiction. À nous de souligner également les aspects anti-prolétaires et résolument capitalistes du programme économique du F.N.

Le fascisme est aussi une philosophie, une certaine approche du monde, une vision totalitaire, une conception de l'(in)humanité. « *Le capitalisme, comme le soulignait Luigi Fabbri, qui à ses débuts avait eu besoin d'une certaine liberté pour son développement (...), arrivé à l'apogée de sa puissance ressent le besoin opposé de limiter ou de supprimer ces mêmes libertés préconisées par le passé (...). La guerre du fascisme contre la liberté, en concluait-il, n'est plus seulement comme à ses débuts résistance à la future révolution sociale du prolétariat, mais carrément guerre à la modernité, la négation de toutes les révolutions passées, une lutte féroce contre les*

conquêtes réalisées par les peuples en un siècle ou deux d'efforts inouïs »⁸².

Le fascisme détient une autonomie politique et idéologique relative, tout comme la social-démocratie et le stalinisme. Il représente l'exacerbation des tendances autoritaires. Les anarchistes incarnent le pôle opposé, la tendance libertaire. À nous de faire basculer sur le plan idéologique, philosophique et par conséquent politique et économique la masse de la population qui erre au milieu et qui ne trouve pas ses marques, en plein désarroi après quatorze ans de social-démocratie.

Si les événements se durcissent, la question de la violence passera de nouveau à l'ordre du jour. Les socio-démocrates s'opposeront bien entendu à cette violence. Ils commenceront d'abord à en récuser les principes : nous devons alors démontrer qu'ils ne le font pas par idéalisme non-violent mais en vertu même de leur caractère contre-révolutionnaire. Car les socio-démocrates ne sont pas contre la violence, celle de l'État, bien sûr, mais aussi celle de l'insurrection. Même les plus réformistes des socio-démocrates arrivent à justifier rétrospectivement la violence qui a donné naissance à l'ordre démocratique et bourgeois dont ils sont les actuels garants. Mieux, ils n'hésitent pas à la prôner de nouveau quand les circonstances l'exigent : on l'a vu quand il fallut réprimer les insurrections révolutionnaires contemporaines de la Révolution russe, les grèves trop dures de l'histoire contemporaine, ou mener des guerres coloniales ou, plus récemment, la guerre du Golfe.

Mieux encore, les socio-démocrates useront vigoureusement de la violence, celle de l'État avec sa police, ses tribunaux et ses prisons, celle qu'ils légitiment déjà dans la guerre sociale du quotidien capitaliste, contre ceux qui s'opposeront finalement aux fascistes par l'action directe. Ce n'est pas une aversion philosophique ou sentimentale à l'égard de la violence qui empêche actuellement les socio-démocrates de se mesurer

⁸² « Lalonde : O.P.A. sur les Verts ! » *Le Progrès* du 15/6/1991.

réellement aux néo-fascistes mais bien le souci de protéger l'ordre existant, quitte à ce que celui-ci soit géré par les fascistes eux-mêmes.

La faiblesse du mouvement ouvrier et le bannissement de toute pensée utopique ou de toute réflexion théorique nous imposent d'autres exigences en attendant ces échéances : le combat idéologique et politique est plus que jamais d'actualité. C'est dans les têtes qu'il faut gagner, avant de triompher un jour dans la rue. Si les idées fascistes avancent, c'est parce qu'elles n'ont rien en face. A nous de briser le consensus dans les esprits, dans les faits si possible, de combattre les falsifications telles que la « chute du communisme », de nous sortir de l'équation dans laquelle penseurs et dirigeants essaient de nous enfermer : utopie = révolution = communisme = goulag.

Il faut également échapper à l'illusion du moindre mal qui nous enfonce dans des impasses pour de longues années. Le « petit plus » qu'est censé représenter la gauche humaniste n'est bien souvent que de la poudre aux yeux. Aurions-nous dû inversement voter à droite sous prétexte que la fameuse loi Pasqua sur les immigrés, que Joxe voulait d'ailleurs garder, permettait, grâce à des failles juridiques, d'éviter certaines expulsions ? Non, de la même manière que nous ne votons pas et que nous ne voterons pas pour la gauche.

Quel combat antifasciste ?

Les anarchistes ont toujours été en première ligne dans le combat antifasciste car leur position libertaire se situe par définition aux antipodes de la position autoritaire du fascisme. De ce point de vue, il s'agit à la fois du fascisme brun et du fascisme rouge. Défendant leur projet politique global – le communisme libertaire, une société autogestionnaire et fédéraliste sans capital ni État – et par conséquent la liberté d'expression, de réunion et d'association, ils ont fatalement trouvé sur leur chemin tous les autoritaires qui, sous diverses

raisons, voulaient limiter cette liberté et imposer une société ultra-dirigiste, autoritaire, totalitaire. Toujours dans le camp révolutionnaire, ils ont eu affaire à la réaction bourgeoise mais aussi à l'horreur stalinienne pendant les révolutions russe (écrasement de la Makhnovtchina en 1921, de Cronstadt en 1921, emprisonnement des anarchistes et liquidation de leurs organisations alors que le danger tsariste était éliminé), espagnole (provocation stalinienne des journées de Barcelone en mai 1937), chinoise (liquidation des derniers anarchistes par les maoïstes), bulgare et cubaine (liquidation ou exil des anarchistes)⁸³.

Dans l'Italie mussolinienne et l'Allemagne hitlérienne, ils furent parmi les premières victimes du fascisme brun. L'arrivée des militaires au pouvoir en Amérique latine, comme au Brésil ou en Argentine, acheva un mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste encore important. La victoire du franquisme en 1939, avec la complicité des démocraties occidentales et de Staline qui coupèrent tout élan à la révolution anti-franquiste, ainsi que du salazarisme coûta très cher aux anarchistes et aux anarcho-syndicalistes qui subirent une sauvage répression sur place mais aussi l'emprisonnement dans les camps de concentration pour ceux qui essayaient d'y échapper par l'exil (comme Gurs en France et Mauthausen en Autriche).

En matière de combat anti-fasciste, les anarchistes ont donc, malheureusement, une certaine expérience. Certes, les conditions actuelles sont différentes et il serait vain de se contenter de rappeler cette mémoire. Du moins cela serait-il suffisant vis-à-vis de ceux qui sont tenter d'amalgamer anarchistes et fascistes sont prétexte que les uns comme les autres sont anti-parlementaires et pour l'action directe, alors même que, comme on l'a vu, les fascistes se sont toujours vautrés dans le parlementarisme et la politicaillerie et que leur pseudo action directe ne sert qu'à renforcer l'autorité, et non le

⁸³ « Lalonde : O.P.A. sur les Verts ! » *Le Progrès* du 15/6/1991.

contraire. La position des anarchistes qui doivent se battre sur plusieurs fronts n'est pas facile.

Deux questions sont à retravailler au regard de l'expérience historique et des évolutions contemporaines :

- celle du « frontisme », du large front anti-fasciste et pluri-classiste qui a, en particulier, montré ses limites et ses dangers lors de la révolution espagnole ;

- et celle des risques que peut entraîner le mot d'ordre de grève générale lorsque les anarchistes n'ont pas les moyens de l'appliquer jusqu'au bout : malgré le succès de la grève générale contre le putsch allemand de Kapp en 1920, c'est aussi en lançant de façon répétée et désordonnée les travailleurs dans des grèves générales infructueuses, en évitant tout prolongement insurrectionnel ou autogestionnaire, que les socialistes et les communistes ont découragé la base anti-fasciste. Certaines grèves générales furent même des échecs retentissants qui ouvrirent un peu plus le chemin au fascisme. Malatesta, Luigi Fabbri et Camillo Berneri, notamment, ont écrit à ce sujet des textes dont les principes restent encore valables.

Enfin, il faut s'attaquer à l'imposture accompagnant la démocratie. Tâche probablement la plus difficile dans un contexte de contre-offensive idéologique menée par la classe dominante qui tente d'accréditer la faillite de tout idéal sur le dos de l'échec stalinien, et au profit du système parlementaire.

Partout où les anarchistes ont la capacité de mener le combat anti-fasciste sur des positions libertaires et révolutionnaires, ils peuvent mener l'action de façon autonome. Ce n'est pas partout possible. Là où ils doivent agir dans des collectifs plus ou moins élargis, c'est non seulement un combat idéologique qu'ils doivent mener, pas toujours facile car les individus sont de plus en plus réfractaires à ce type de discours, les médias et les politiciens brossent d'ailleurs démagogiquement le poil dans ce sens alors que les fascistes font au contraire leur miel de positions idéologiques fortes, mais aussi et surtout un

combat pratique contre l'exploitation et l'oppression du système capitaliste et étatique actuel. C'est concrètement, dans les luttes quotidiennes menées par le prolétariat au sens large – tous ceux qui ne disposent que de leur force de travail – manuelle ou intellectuelle – et qui ne sont pas détenteurs des moyens de production et d'échange – que le combat libertaire s'élargira. Le soutien aux sans-papiers, même si, dans notre objectif final, nous aspirons à une société débarrassée de toute paperasserie, doit être résolu, d'autant qu'une grande partie de la gauche l'a abandonné après s'en être servi une fois arrivé au pouvoir. C'est un enjeu crucial dans un combat antiraciste qui débouche logiquement et inéluctablement sur le combat antifasciste.

* * * * *

POST-FASCISME	1
Introduction	1
Quel est le véritable poids électoral du F.N. ?	5
Quelle est la répartition géographique du vote F.N. ?	11
Quelle est la composition sociale de l'électorat lepéniste ?	17
Quelle est la signification politique du Front national ?	22
Le fascisme est-il pour ou contre le libéralisme ?	26
La démocratie peut-elle éviter le fascisme ?	29
La gauche fut-elle un rempart efficace contre le fascisme ?	30
Pourquoi les socialistes ont-ils voté Pétain ?	33
Quelle est la fonction de la gauche ?	38
Quel goût a la pastille Vichy de Tonton ?	43
Pourquoi le Front national est-il écologiste ?	47
Le fascisme était-il écologiste avant la lettre ?	51
Peut-il y avoir collusion entre écologisme et fascisme ?	57
Y a-t-il une progression de l'extrême droite en Europe ?	64
Que se passe-t-il chez les fascistes italiens ?	67
Le fascisme se transforme-t-il en post-fascisme ?	73
La question du racisme et de la xénophobie	76
Quelles leçons tirer de l'histoire ?	85
No future ?	89
Quel combat antifasciste ?	93